

## **COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL** **DU JEUDI 28 SEPTEMBRE 2018**

**1 - Séance du Conseil Municipal du 28 juin 2018** : Approbation du procès-verbal

**Sur rapport de M. VEUNAC** : Il a été demandé de bien vouloir approuver le procès-verbal de la séance du 28 juin 2018.

**ADOPTE**

\*\*\*\*\*

**2 - Convention de coordination avec la Police Nationale** : autorisation de signature

**Sur rapport de M VIAL** : Police Nationale et Police Municipale interviennent toutes les deux sur le territoire de la Ville de Biarritz, mais disposent de champs d'actions distincts.

La Police Municipale a des missions de prévention et de surveillance de l'ordre public. La Police Nationale quant à elle est une police d'intervention.

Afin de déterminer les modalités d'intervention et de coordination entre ces deux polices, il a été proposé, d'adopter la convention de coordination, et d'autoriser le Maire à la signer.

**ADOPTE**

**M. AMIGORENA VOTE CONTRE**

\*\*\*\*\*

**3 - Enedis : Renouvellement de réseaux** : autorisation de signature de conventions de servitude

**Sur rapport de M. DESTIZON** : Dans le cadre de renouvellement de réseaux liés au Tram'bus, ENEDIS a besoin d'intervenir sur des parcelles appartenant à la Commune pour y renouveler les réseaux. Cela concerne les parcelles BA 0015, BA 0152, BA 0153 avenue Louis Barthou.

Afin de mettre en conformité le réseau basse tension, ENEDIS souhaite encastrier un coffret dans la murette du Square Ferdinand Hirigoyen, avenue du Golf, parcelle n° AC 497.

Il a donc été demandé, de bien vouloir autoriser la signature de ces conventions de servitude.

**ADOPTE**

\*\*\*\*\*

#### **4 - Convention Open Data : Communauté d'Agglomération Pays Basque / ANTIC : Autorisation de signature**

**Sur rapport de Mme SAUZEAU :** L'ANTIC, association ayant pour but de développer les usages numériques sur le territoire Pays Basque, créée en 1999 et basée à Bidart, a pour objectif de faire émerger des nouveaux projets de favoriser l'innovation, et d'améliorer la compétitivité du territoire du Pays Basque auprès d'un réseau d'acteurs d'horizons variés.

A ce titre, elle est chargée de piloter le projet « Open Data Pays Basque » avec l'ensemble des villes de la Communauté d'Agglomération Pays Basque. L'objet précis est de définir une politique globale sur l'ensemble du territoire de l'agglomération afin de répondre à la problématique de la forte numérisation des services publics locaux, qui produit une grande quantité de données dont l'exploitation requiert de définir une politique cohérente de gestion des données.

En raison de l'importance de l'unité territoriale, l'ANTIC souhaite mener une mission d'ingénierie, afin d'accompagner les seize villes du Pays Basque pour lesquelles l'ouverture des données publiques relève d'une obligation légale en vertu de la loi 2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une république numérique.

La totalité des frais inhérents à cette mission d'ingénierie sera prise en charge par l'ANTIC.

Il a donc été demandé, de bien vouloir autoriser le Maire à signer la convention établie entre la Ville et l'ANTIC, notamment pour préciser les modalités d'intervention de l'association et les différentes phases de la mission.

#### **ADOpte**

\*\*\*\*\*

#### **5 - Confortement des falaises de la Côte des Basques : Avis sur la demande de déclaration d'intérêt général et d'autorisation unique au titre de la législation sur l'eau**

**Sur rapport de M. DESTIZON :** Dans le cadre des travaux de confortement des falaises de la Côte des Basques (3<sup>ème</sup> tranche), le Conseil Municipal en date du 30 mars 2017 a décidé du lancement de la procédure d'enquête publique unique préalable à la déclaration d'intérêt général de l'opération, à l'autorisation environnementale au titre de la législation sur l'eau et permis d'aménager.

L'enquête publique a démarré le lundi 3 septembre 2018 sous la direction de Monsieur LECAILLON, Commissaire Enquêteur avec un dossier consultable par le public et toute personne intéressée sur support papier et sur support informatique (voir PJ Arrêté préfectoral du 3 août 2018).

Conformément aux dispositions de l'article L 181-10 II du code de l'environnement, le Conseil Municipal de la commune de Biarritz ainsi que le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Pays Basque sont appelés, dès l'ouverture de l'enquête, à donner leur avis sur la demande de déclaration d'intérêt général et

d'autorisation unique au titre de la législation sur l'eau pour la réalisation des travaux de confortement des falaises de la Côte des Basques, objet de la présente enquête.

En conséquence, le Conseil Municipal a été invité à :

- donner un avis favorable à la demande de déclaration d'intérêt général et d'autorisation unique, au titre de la législation sur l'eau pour la réalisation des travaux de confortement des falaises de la Côte des Basques, objet de la présente enquête, avec les ajustements et modifications éventuelles susceptibles d'être apportés pour prendre en compte les observations et conclusions de l'enquête publique en cours,
- demander à Monsieur le Préfet et toute personne, commission ou administration concernées de prendre tout acte nécessaire à la concrétisation de cette procédure pour le commencement des travaux,
- autoriser Monsieur le Maire à prendre tout acte et procéder à toute formalité dans ce sens.

#### **ADOpte**

**M. BARUCQ, Mme PRADIER, MM. DE-BAILLIENCOURT, ORTIZ, BONNAMY, AMIGORENA, CHAZOILLERES, AROSTEGUY, TARDITS, Mme HONTAS, VOTENT CONTRE**

\*\*\*\*\*

#### **6 - Villa Sion : Désaffectation et déclassement du domaine public : Autorisation de mise en vente**

**Sur rapport de M. LAFITE :** La Commune de Biarritz est propriétaire d'un terrain cadastré BK n°94 d'une contenance cadastrale de 8095 m<sup>2</sup> situé à Biarritz 79bis rue d'Espagne sur lequel est implanté la Villa « Sion » entourée d'un jardin.

La propriété acquise par acte notarié en date du 14 août 1980 à la SCI « le Château d'Arcadie » a été estimée par le pôle évaluation domaniale en date du 27 juillet 2018 à 980 000 euros compte tenu de certaines charges et conditions à respecter ; en effet, dans la convention en date du 14 avril 1975 annexée audit titre de propriété, la ville s'est engagée notamment à aménager sur le terrain acquis un jardin public ; la ville faisant son affaire personnelle du bâtiment situé sur le terrain cédé avec faculté de le démolir ou de le conserver. Le bâtiment dit villa « Sion » a été conservé et le jardin public aménagé et ouvert au public.

Cette bâtisse, située dans un parc aménagé avec des aires de stationnement, fait une surface d'environ 407,79 m<sup>2</sup> hors cages escalier et chaufferie, en R+3, située dans le SPR (répertoriée en 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> catégorie au règlement de la ZPPAUP), affectée à des bureaux associatifs et des activités associatives, avec un logement au dernier étage, occupée partiellement à ce jour.

Dans un souci de bonne gestion, le bâtiment n'ayant plus d'affectation d'intérêt général, eu égard aux difficultés d'occupations, et compte tenu du coût de l'entretien de la propriété et de ses équipements, il apparaît pertinent de procéder à la vente en l'affectant des conditions particulières à respecter prévues.

L'acquéreur, et les propriétaires ou occupants successifs, devront ainsi respecter strictement lesdites conditions particulières en sus de celle d'aménager un jardin public (déjà réalisé) prévues dans la convention du 14 avril 1975 modifiée par celle du 10 décembre 1979, annexes du titre de propriété précité de la Commune, à savoir :

- aucune construction ne pourra être édifée sur la parcelle de terrain cédé qui restera définitivement frappée de non aedificandi à l'exception de celles habituellement prévues dans les jardins publics et nécessaires à leur gestion et à leur entretien mais dont l'emplacement ne devra pas nuire à l'ensemble architectural.
- une servitude de passage sur le terrain cédé pour les différentes canalisations enterrées dans le sol à charge pour la SCI (Château d'Arcadie) de remettre chaque fois les lieux dans l'état où ils se trouvaient avant les travaux.
- la matérialisation des limites de séparation sera faite par une haie de petite hauteur (1,20m) doublée d'un grillage avec plusieurs ouvertures entre les deux propriétés.

L'acte de vente de ce bien qui appartient au domaine public communal à ce jour ne sera signé qu'après déclassement du domaine public lié à la désaffectation effective de la parcelle.

Le déclassement du bien après désaffectation constatée ainsi que le choix du candidat seront soumis au vote du conseil municipal.

Compte tenu de ces éléments, il a été proposé :

- d'autoriser le lancement de la vente sur la base d'un prix minimal de 980 000 euros correspondant à l'estimation du pôle évaluation domaniale en date du 27 juillet 2018 via un appel à candidatures sur la base d'un cahier des charges de cession à rédiger, de cette propriété bâtie située à Biarritz 79bis rue d'Espagne cadastrée BK n°94 d'une contenance cadastrale de 8095 m<sup>2</sup> en vue de rechercher un candidat acquéreur qui sera soumis à votre approbation et devra respecter les conditions particulières telles qu'évoquées et servitudes ;.
- et de demander corrélativement des estimations complémentaires par des agences spécialisées
- d'approuver le principe de déclassement après désaffectation formelle de la parcelle située à Biarritz 79bis rue d'Espagne cadastrée BK n°94, étant précisé que dès la désaffectation effective le conseil municipal sera saisi pour déclasser le bien avant de décider la vente définitive avec le candidat acquéreur retenu ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tout acte ou document nécessaire au lancement de cet appel à candidatures.

#### **ADOpte**

**Mme MOTSCH, Mme HAYE, M. BOISSIER, Mme LANNEVERE,**  
**Mme PINATEL, M. AMIGORENA, M. CHAZOUILERES, Mme AROSTEGUY,**  
**M. TARDITS, Mme HONTAS, S'ABSTIENNENT**

\*\*\*\*\*

## **7 - Vente Villa Fal : Information sur le dossier et décision de relance d'un appel à candidatures**

**Sur rapport de M. VEUNAC :** La Ville de BIARRITZ est propriétaire de la villa Fal, 1 bis rue Francis Jammes, située sur la parcelle cadastrée CB 190, d'une superficie de 22 370 m<sup>2</sup>, dont une partie de 11 680 m<sup>2</sup> est grevée d'une servitude d'espace boisé classé.

Ce bâtiment de grand intérêt patrimonial, d'environ 1300 m<sup>2</sup> de surface plancher, a été utilisé pendant de nombreuses années comme annexe du collège.

Depuis la construction du nouveau collège Fal et la restitution de la Villa Fal à la Ville de Biarritz, ledit bâtiment n'est plus utilisé. Il apparaît de bonne gestion, compte tenu des importants travaux d'entretien à réaliser, de le mettre en vente.

En effet, les études conduites par la Ville sur les perspectives d'utilisation et de développement de ce site ont conclu à l'absence d'affectation publique envisageable.

Un premier appel à candidatures en vue de la cession de l'immeuble pour la réalisation d'un projet à vocation culturelle, patrimoniale, économique, commerciale a été lancé en 2017.

Il avait suscité des candidatures disparates ne répondant pas totalement aux attentes de la ville.

Il a donc été proposé de relancer un appel à projets sur la base d'un cahier des charges modifié. Ce document définit plus précisément le parcellaire concerné, ainsi que la vocation culturelle, patrimoniale, économique ou commerciale attendue par la Ville pour cette propriété, qui sera cédée à un prix minimal correspondant à l'estimation domaniale.

La dernière estimation de 2017 évaluait le bien à 1 845 K € pour la totalité de la propriété, et 1 245 K€ pour le cas où la Ville conserverait la partie de terrain d'une superficie d'environ 12 280 m<sup>2</sup>, dont environ 11 680 m<sup>2</sup> sont classés en espace boisé classé.

Le prix étant lié à la superficie exacte acquise en sus du bâtiment, une nouvelle estimation domaniale sera sollicitée avant choix définitif du candidat.

Le Conseil Municipal sera bien sûr saisi après la consultation, afin de désigner le candidat retenu et autoriser M. le Maire à signer la promesse de vente et tout acte nécessaire à la concrétisation de la cession.

Il a été proposé, dans un premier temps, d'autoriser le lancement de l'appel à candidatures correspondant.

### **ADOpte**

**Mmes MOTSCH, HAYE, M. BOISSIER, Mmes LANNEVERE, PINATEL,  
M. AMIGORENA, S'ABSTIENNENT**

\*\*\*\*\*

## **8 - Médiathèque : Approbation des tarifs à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2018**

**Sur rapport de Mme CASTAGNEDE :** Les tarifs de la Médiathèque, qui datent de juillet 2014, doivent être réactualisés afin de s'adapter à la demande des usagers et aux pratiques des établissements similaires environnants.

Les objectifs de cette actualisation sont :

- d'augmenter le nombre de documents empruntables,
- de simplifier les types de tarifs proposés : les abonnements à 10 € pour les emprunteurs de Biarritz et à 30 € pour les emprunteurs hors Biarritz sont supprimés.

En conséquence, il a été demandé au Conseil Municipal d'approuver les nouveaux tarifs tels que présentés ici :

Abonnement :

- Valable pour une année à partir de la date de souscription
- Les prêts des documents selon l'abonnement souscrit est renouvelable sans limitation
- Durée maximale de conservation des documents : trois semaines

**A compter du 1<sup>er</sup> octobre 2018, les tarifs annuels proposés sont les suivants pour 15 documents + 1h30 /jour d'Internet**

<b>Pour les moins de 25 ans, les étudiants de moins de 30 ans, les demandeurs d'emploi, les titulaires du RSA</b> (sur présentation d'un justificatif).	<b>Résidents Biarritz :</b>  Résidents principaux et secondaires (justificatifs de domicile ou Taxe d'habitation) + jeunes scolarisés à Biarritz (certificat de scolarité).	Hors Biarritz
<b>Gratuit</b>	<b>5 €</b>	<b>15 €</b>

### **Collectivités Biarritz :**

Sont toujours assimilées au tarif « Collectivités Biarritz » les catégories suivantes :

- Personnel de la Médiathèque : gratuit – 20 documents (3 semaines)
- Classes maternelles et élémentaires : 1 carte gratuite par classe pour 30 emprunts de documents imprimés + 4 documents sonores (3 semaines)
- Crèches et centres de loisirs : idem écoles
- Collèges et lycées : idem écoles
- Maisons de retraite : idem

Seront dorénavant intégrées à cette catégorie :

- Les associations de Biarritz : 1 carte gratuite par association pour 30 emprunts de documents imprimés + 4 documents sonores (3 semaines)

### **Autres collectivités et collectivités extérieures à Biarritz :**

Est maintenu le tarif destiné aux :

-Autres collectivités : 30 € pour 30 documents imprimés + 4 documents sonores (3 semaines)

Un nouveau tarif est proposé aux :

- Etablissements scolaires (crèches, écoles, collèges, lycées, IME) : 1 carte gratuite par classe pour 30 emprunts de documents imprimés + 4 documents sonores (3 semaines)

#### **Carte 2 mois à 5€ :**

5 documents dont 2 DVD + 1h/jour internet. Ceci reste inchangé.

#### **Pénalités de retard :**

1€ par lettre de rappel. C'est également inchangé.

#### **Carte perdue :**

2 € valeur de remplacement, comme précédemment.

#### **Services :**

Les tarifs des services restent inchangés, à l'exception de l'Internet qui devient gratuit pour tous, comme la Wifi.

Pour mémoire, les tarifs des autres services sont :

Photocopies et impressions Noir et Blanc : 0,10 € la page

Impressions couleurs : 0,50 € la page

Carte d'impression : 1€, 5€

Ateliers : 5€, 10€, 15€, 20€, 25€, 30€, 35€

### **ADOpte**

\*\*\*\*\*

### **9 - EPIC Biarritz Tourisme : Décision de prise en charge des frais de location de salles publiques à l'occasion d'évènements d'intérêt général pour la période du 1<sup>er</sup> Juillet au 30 septembre 2018**

**Sur rapport de Mme SAUZEAU** : Dans le cadre de la politique d'animation locale et touristique mise en œuvre par la Ville de BIARRITZ, le Conseil Municipal est invité, chaque trimestre, à décider de la prise en charge, totale ou partielle, des frais de location des salles publiques suivantes : Casino Municipal, Bellevue, Gare du Midi ou Iraty.

Ces frais de location sont facturés par l'EPIC BIARRITZ TOURISME aux associations qui organisent des manifestations publiques, dont l'objet et la dimension, sur le plan social, culturel, sportif ou touristique, contribuent à l'animation locale ou au

rayonnement de la ville vers l'extérieur et répondent donc aux objectifs d'intérêt général recherchés par la collectivité.

La prise en charge de ces frais de location par la Ville de BIARRITZ, en lieu et place des associations organisatrices, est considérée comme une aide indirecte apportée aux associations, dont la décision d'attribution relève du Conseil Municipal.

Selon ce principe, les frais de location de salles publiques sont prélevés sur les crédits inscrits chaque année au budget primitif, au chapitre 011, article 6132.

Au cours des mois de juillet à septembre 2018, un certain nombre d'associations ou services publics ont présenté une demande de prise en charge de ces frais de location à la Ville de BIARRITZ.

En conséquence, après vérification que ces événements ou manifestations répondaient bien aux objectifs d'intérêt général définis par la collectivité, il a été demandé de bien vouloir approuver la liste proposée, pour la période du 1<sup>er</sup> juillet au 30 septembre 2018, des manifestations organisées par des associations locales ou services publics, pour lesquelles la Ville de BIARRITZ prendra en charge les frais de location, qui seront, après facturation, réglés à BIARRITZ TOURISME, conformément à l'article 9-1 du contrat d'affermage du 18 janvier 2006 et prélevés sur les crédits inscrits au budget annexe 2016, article 6132.

En application de l'article L2313-1, alinéa 2 du CGCT, la liste des concours attribués à ces associations sous forme de prestations en nature, sera annexée aux documents budgétaires.

### **ADOPTÉ**

\*\*\*\*\*

## **10 - EPIC Atabal : Rapport d'Activité 2017**

**Sur rapport de Mme CLARACQ :** Conformément à l'article 10 du contrat d'affermage du Centre de Musiques Actuelles, l'E.P.I.C. L'Atabal doit produire un rapport comportant notamment les comptes et bilans certifiés conformes de l'exercice, retraçant la totalité des opérations afférents à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service.

Il a été présenté un rapport sur les activités de l'EPIC L'ATABAL pour l'exercice 2017.

**Le Conseil d'Administration de l'EPIC L'ATABAL est composé comme suit :**

### **Conseillers Municipaux :**

- Mme CLARACQ
- M. BONNAMY
- M. DE BAILLIENCOURT
- M. VIAL
- Mme MIMIAGUE
- M. ORTIZ
- Mme CASTAGNEDE



**Membres choisis parmi les personnes ayant compétences  
dans le domaine d'activité de la régie :**

M. BOUFFAUT

M. BILLI

M. DENOYELLE

Mme ETCHEPARE

L'activité de L'Atabal au cours de l'année 2017 se caractérise par les éléments statistiques suivants :

- 40 concerts,
- 10 "café concerts",
- 17 000 entrées
- .groupes en répétitions durant toute l'année.
- 4 spectacles hors les murs
- 3 sound system
- mise en avant et promotion des artistes locaux : plus de 50 groupes locaux ou régionaux programmés en 2017
- ...250 élèves adhérents à la rock Eskola répartis sur le chant, la guitare, la basse, le clavier et la batterie, 2 soirées rock eskola
- 3.résidences d'artiste
- soutien à la création, de la scène à l'enregistrement
- développement des activités d'éducation artistique et culturelle : mise en place de stages, d'activités à destination du jeune public, de dispositifs dans les écoles
- formation : enseignement musical, cours, ateliers ou stages, pratiques collectives et interprétations sur scène, rencontre inter écoles de musique, formations multimédia, participation à la formation professionnelle
- 5 expositions de jeunes artistes contemporains

Il a été également précisé que les états financiers qui étaient présentés ne comportaient aucune modification, que ce soit au niveau de la présentation des comptes ou des méthodes d'évaluation, par rapport à ceux de l'exercice précédent.

## **A. COMPTE DE RESULTAT**

### **1. CHIFFRE D'AFFAIRES – PRODUITS D'EXPLOITATION**

L'examen du compte de résultat pour l'exercice **2017** fait ressortir une progression de l'activité de l'établissement par rapport à l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires réalisé s'est ainsi élevé à **548 323 €** contre **610 518 €** pour **2016**, soit une baisse de **-10%**.

Le chiffre d'affaires est composé de ventes de marchandises liées au bar et de services.

Les principaux produits d'exploitation se répartissent comme suit :

**Billetterie :**

- exercice 2017.....	257 260	€	soit une baisse de -22.50%
- exercice 2016.....	331 962	€	

**Recettes du bar :**

- exercice 2017.....	119 485	€	soit une baisse de -15.14%
- exercice 2016.....	140 806	€	

Les subventions d'exploitation s'élèvent à € en **489 187 €** 2017, contre **447 040 €** en 2016, soit une progression de 9.43 %.

Compte tenu des autres produits, l'ensemble des produits d'exploitation s'élève à **1 037 777€** pour **2017**, contre **1 058 035 €** pour l'exercice précédent, soit une baisse de -2%.

## **2. CHARGES D'EXPLOITATION ET RESULTAT D'EXPLOITATION**

Les principales charges d'exploitation s'analysent comme suit :

- les autres achats et charges externes passent de **521 154 €** en **2016** à **511 826 €** en **2017**, soit une baisse de -2%. Cette évolution est essentiellement liée à la diminution des dépenses de personnel extérieur, de co-réalisation de concerts et d'achats de spectacles.

- Les frais de personnel s'élèvent à **407 046 €**, contre **398 275 €** pour l'exercice précédent, soit en hausse de 2%.

Après prise en compte des dotations aux amortissements sur immobilisations (**16 106 €**) et des autres charges (**32 283 €**), la balance de l'ensemble des charges et des produits d'exploitation de l'exercice se traduit par un résultat d'exploitation excédentaire de **20 472 €** contre **42 694 €** pour l'exercice précédent.

## **3. RESULTAT FINANCIER – RESULTAT EXCEPTIONNEL - RESULTAT DE L'EXERCICE**

Après prise en compte du résultat financier négatif de - **180 €** et du résultat exceptionnel excédentaire de **13 869 €**, le résultat net comptable de l'exercice **2017** se clôture par un excédent de **32 156 €**, contre **45 598 €** pour l'exercice précédent.

## **B. BILAN :**

### **1. ACTIF**

La valeur nette comptable des immobilisations s'établit à la somme de **92 635 €** en **2017** contre **58 096 €** en **2016** en hausse due à l'achat de matériels numériques.

Les créances d'exploitation et autres créances s'élèvent à **62 816 €** pour le dernier exercice clos, contre **47 618 €** pour l'exercice **2016**.

Le montant des disponibilités de trésorerie est de **186 489 €** au 31/12/2017, contre un solde net de **142 877 €** à la clôture de l'exercice précédent.

## **2. PASSIF**

La comptabilisation du résultat net positif de 2017 a pour incidence d'améliorer le montant de capitaux propres qui passent de **131 886 €** au 31/12/2016 à **201 704 €** à la fin du dernier exercice clos consolidant l'évolution favorable enclenchée en 2013. L'EPIIC Atabal a réalisé un emprunt de 20 000€ en 2016 pour le financement de la première phase de numérisation des équipements de diffusion et représente un CRD de **14 723 €** au 31/12/2017.

Les dettes fournisseurs s'élèvent à **61 801 €** à la fin 2017 (**25 248€** au 31/12/2016) et les dettes fiscales et sociales à **68 030 €** (**81 676 €** au 31/12/2016).

### **C. AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE**

Le Conseil d'administration a décidé d'affecter le résultat positif de l'exercice 2017, soit **32 156 €**, en report à nouveau de l'exercice 2018.

### **D. PERSPECTIVES D'EVOLUTION DES ACTIVITES DE L'ETABLISSEMENT POUR L'EXERCICE 2018**

S'agissant de l'activité observée pour l'année 2018, la tendance est la suivante :

- 54 concerts
- 5 café concerts
- 15 000 entrées pour l'ensemble des productions
- 180 groupes en répétition
- 19 groupes en résidence d'artiste
- 250 élèves à la Rock Eskola

Du point de vue financier, à la date du 30 juin 2018, les comptes de L'Atabal font ressortir un chiffre d'affaires réalisé de 452 K€ soit une hausse de 43.63% par rapport à 2017 à la même date.

Cela s'est répercuté sur le produit de la billetterie, des abonnements et du bar. L'ensemble des produits d'exploitation atteint le montant de 706 k€ à la fin du 2<sup>ème</sup> trimestre 2018, contre 535 k€ au 30 juin 2017, soit une hausse de 32%.

Parallèlement, les charges d'exploitation ont progressé et s'élèvent à 666 k€ au 30 juin 2018 contre 519 k€ au 30 juin 2017, ce qui représente un accroissement de 28%.

Le résultat net comptable intermédiaire évalué à la date du 30 juin 2018 s'élève ainsi à un excédent de 39 k€, par rapport à 13 k€ au 30 juin 2017.

### **LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE**

\*\*\*\*\*

## **11 - SIAZIM : Rapport d'Activité 2017**

**Sur rapport de M. CLAVERIE :** Selon les dispositions de l'article 40 de la loi du 12/07/1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale et codifié à l'article L 5211-39 du C.G.C.T., le Président du Syndicat Intercommunal pour l'Aménagement de la Zone Ilbarritz-Mouriscot doit adresser chaque année, au Maire de chaque commune membre, un rapport retraçant l'activité du syndicat accompagné du compte administratif.

Ce rapport fait l'objet d'une communication par le Maire au Conseil Municipal en séance publique.

En application de ces dispositions, monsieur le Président nous a transmis son rapport d'activités pour l'exercice 2017.

En conséquence, il a été demandé, de prendre acte de la communication du rapport d'activités du SIAZIM ainsi que du compte administratif pour l'exercice 2017.

### **RAPPORT DE PRESENTATION** **DU COMPTE ADMINISTRATIF 2017**

#### **BUDGET PRINCIPAL**

Les crédits votés s'élèvent globalement à **6 121 k€** décomposés comme suit :

<b>Crédits votés en k€</b>	<b>Budget primitif</b>	<b>Décisions modificatives</b>	<b>Total</b>
Fonctionnement	3 036 k€	0	3 036 k€
Investissement	2 698 k€	-24 K€	2 674 k€
Total	5 734€	-24 K€	5 710 K€

#### **A -L'EXECUTION BUDGETAIRE**

Elle se présente comme indiqué dans le tableau ci-après :

<b>Budget principal</b>	<b>Crédits votés</b>	<b>Réalisé</b>	<b>Restes à réaliser</b>
Recettes d'investissement (dont article 1068)t	2 698 k€	528 k€	0
Dépenses d'investissement y compris résultat brut 2016	2 698 k€	1 142 K€	
Solde d'investissement		-614 k€	-380 k€
Recettes de fonctionnement	2 698 k€	2 026 k€	
Dépenses de fonctionnement	2 698 k€	1 100 k€	
Résultat brut 2017		926 k€	
Résultat reporté 2016		1 012 k€	
Résultat cumulé de fonctionnement		1 938 k€	
<b>Résultat net de clôture</b>		<b>1 324 k€</b>	<b>-380K€</b>

## **I – LA SECTION DE FONCTIONNEMENT :**

### **A) LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT**

-Les produits domaniaux et d'exploitation (revenus des locations d'immeubles et emplacements publics) inscrits aux chapitres 70 et 75 s'élèvent à la somme de **131 489.88 €** représentant **6.49%** des recettes réelles de fonctionnement.

Il convient de préciser que le reversement de l'excédent du budget annexe au budget principal a été prévu pour un montant de **100 000.00€**.

Enfin, le produit des contributions directes inscrit au chapitre 73 a atteint la somme de **1 894 290.00 €** en augmentation de **1.81%** par rapport à **2016**.

Globalement, les recettes réelles de fonctionnement pour **2017** se sont élevées à **2 026 579.88€** en progression de **1.56%** par rapport à **2016**.

### **B) LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT**

Les dépenses d'achats et fournitures d'entretien de bâtiments et équipements publics, plages et espaces verts prévues au chapitre 011 représentent un montant de **539 290.32 €** soit **49.30 %** des dépenses réelles de fonctionnement, en baisse de **6.86%** par rapport à **2016**.

Parallèlement, les frais de personnel (administration générale, entretien et surveillance des plages, des espaces verts, honoraires des personnels techniques) inscrits au chapitre 012 se sont élevés à la somme de **97 125.53 €**. Comparativement, la part des frais de personnel s'élève à **8.88%** des dépenses réelles de fonctionnement.

Par ailleurs, le chapitre 65 regroupe une subvention de fonctionnement pour l'accueil de loisirs sans hébergement de Mouriscot pour les enfants de 6 à 15 ans originaires de Biarritz et Bidart pour un montant de **300 000.00 €** et les frais de la municipalité pour **19 016.15€**.

Enfin, le paiement des intérêts y compris des intérêts courus non échus imputés au chapitre 66 se sont élevés à **138 375.54€** en baisse de **-10.63%** par rapport à **2016** et représentent **12.65%** des dépenses réelles de fonctionnement pour **2017**.

Globalement, les dépenses réelles de fonctionnement se sont élevées à **1 093 807.54€** en **2017** en hausse de **1.17%** par rapport à **2016**.

Enfin, la dotation pour amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles a été valorisée pour **6 481.94 €**.

## **II- LA SECTION D'INVESTISSEMENT**

### **A) LES RECETTES D'INVESTISSEMENT**

L'opération d'ordre budgétaire pour la dotation pour amortissement des biens corporels et incorporels a été réalisée à hauteur de **6 481.94 €**.

Enfin, en vue de couvrir le besoin de financement de la section d'investissement au 31/12/2016, le montant de l'excédent de fonctionnement capitalisé s'est élevé à **521 551.76€**

## B) LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses réelles d'investissement se sont élevées à **733 962.12€** en 2017.

Hormis le remboursement du capital des emprunts pour un montant de **354 398.64€**, les dépenses d'équipement d'un montant de **379 563.48 €** se répartissent comme suit :

- Chapitre 20 Frais d'études : **0 €**
- Chapitre 21 Acquisitions de biens et matériels : **19 677.80€**

Dont principalement :

- Acquisitions foncières **11 891€**
- Matériels de poste de secours et handiplage **6 984€**

- Chapitre 23 travaux en cours : **359 885.68 €**

Dont principalement :

- Travaux de voirie **64 251.69€**
- Travaux trinquet éducatif **54 993.21€**
- Travaux falaise Pavillon Royal **44 674.80€**
- Travaux poste de secours Pavillon Royal **90 136.96€**
- Travaux éclairage public **29 733.33€**
- Travaux espaces verts **47 189.80€**
- Travaux postes de secours MNS **17 377.51€**

Le taux de réalisation des dépenses d'équipement mandatées et reportées sur 2017 s'établit à **19.85%** par rapport aux montants prévus en 2017.

Enfin, le solde d'exécution négatif de **2016** a été repris pour le montant de **408 306.26€**

## B- L'ENDETTEMENT DU SYNDICAT

Compte tenu du recours limité à l'emprunt, l'encours du SIAZIM est en diminution depuis **2012**.

Au 31/12/2017, celui-ci s'élève à **3 141 k€** en baisse de **10.15%** par rapport à **2016**.

A ce niveau, le ratio encours / population se situe à un niveau favorable de **71.83€** au 31/12/2017.

Parallèlement, la part en intérêts diminue elle aussi puisque le taux moyen d'intérêts est de **4.05%** par rapport à **4.02%** en **2016**.

Par ailleurs, compte tenu de l'importance de l'épargne brute enregistrée pour le budget principal, la capacité de remboursement dynamique se situe à un niveau très favorable de **2.48** années

## BUDGET ANNEXE

Les crédits votés s'élèvent globalement à **1 082k€** décomposés comme suit :

Crédits votés en k€	Budget primitif	Décisions modificatives	Total
Fonctionnement	595 K€	0	595 K€
Investissement	759 K€	0	759 K€
<b>Total</b>	<b>1 354 K€</b>	<b>0</b>	<b>1 354 K€</b>

L'exécution budgétaire se présente comme indiqué dans le tableau ci-après :

Budget annexe	Crédits votés	Réalisé	Restes à réaliser
Recettes d'investissement (article 1068)	759 K€	313 K€	
Dépenses d'investissement y compris résultat brut 2016	759 K€	339 K€	-54 K€
Solde d'investissement		-26 K€	-54 K€
Recettes de fonctionnement	595 K€	480 K€	
Dépenses de fonctionnement	562 K€	147 K€	
Résultat de fonctionnement 2017		333 K€	
Résultat net 2016		194 K€	
Résultat cumulé de fonctionnement		527 K€	
<b>Résultat net de clôture</b>		<b>501 K€</b>	<b>-54 K€</b>

## I ) La section de fonctionnement

### A) Les recettes de fonctionnement

Les recettes locatives concernant le CIEG d'Illbarritz, le Centre équestre, les buvettes et restaurants de plage s'élèvent à la somme de **480 636.72€** HT en hausse de 16.69% par rapport à 2016.

A cette recette réelle de fonctionnement, s'ajoute le résultat net reporté de **2016** d'un montant de **194 926.18€**

### B) Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses réelles de fonctionnement correspondent aux fournitures et entretien des immeubles loués pour un montant de **7 349.65 €** HT.

Se rajoute la participation de **40 416.67 €** versée au club hippique de Biarritz pour les prestations de service réalisées au profit des écoles et centres de loisirs de Biarritz et de Bidart ainsi que pour les équipes sportives du centre équestre.

Par ailleurs, le reversement de l'excédent au budget principal s'est élevé à **100 000.00 €**.

Au final, les dépenses réelles de fonctionnement totalisent **147 766.32€** en **2017** en baisse de **-2.04%** par rapport à **2016**.

## II ) la section d'investissement

### A) Les recettes d'investissement

L'unique recette d'investissement correspond à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement par une partie du résultat de fonctionnement de **2016** pour un montant de **313 657.80€**.

## B) Les dépenses d'investissement

Hormis le résultat brut de clôture **2016** de **109 836.57€**, les dépenses d'équipement brut concernent le chapitre 23 « travaux en cours » pour un montant de **230 151.62€**.

La décomposition des travaux réalisés par équipement est la suivante :

Equipement	Prévu	Réalisé
CIEG	422 269.26	132 432.67
Centre équestre	137 286.43	85 035.78
Le Blue Cargo	40 675.76	3 279.92
Le Bounty	7 150.18	3 853.75
La Plancha	25 500.00	0.00
Buvette Ilbarritz	16 865.78	5 549.50
Total	<b>649 747.41</b>	<b>230 151.62</b>

## LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE

\*\*\*\*\*

### 12 - SEM SEPA (Société d'Equipement des Pays de l'Adour) : Rapport d'Activité 2017

**Sur rapport de M. CLAVERIE :** L'article 8 de la loi du 7 juillet 1983 et l'article 1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, relatifs aux sociétés d'économie mixte locales, prévoient que l'organe délibérant des Collectivités Territoriales, en l'espèce le Conseil Municipal, doit se prononcer, chaque année, sur le rapport d'activités, soumis une fois par an, de chaque société d'économie mixte dans laquelle la Collectivité est actionnaire, ce rapport ayant pour objet de présenter la situation de la Société.

Dès lors, en application des dispositions de la loi de 1983, a été communiqué le compte-rendu des activités de la S.E.P.A. pour l'exercice 2017.

### **1. Activités de la SEPA**

La société se positionne principalement sur les métiers de la construction (52 contrats) de l'aménagement (29 contrats), le renouvellement urbain (1 contrat) et l'environnement (5 contrats)

Son activité concerne 87 contrats pour 130 missions. Le principal donneur d'ordre reste le Conseil Régional de la Nouvelle Aquitaine avec 130 missions sur les 35 lycées du département représentant 30% de l'activité de la SEPA.

Cette activité opérationnelle se répartit entre :

- Béarn : 60%
- Pays basque : 40%

Dont les principales caractéristiques sont les suivantes :



- ✓ Une progression de 5% de l'activité « aménagement » représentant 29% du C.A.
- ✓ Une stabilité de l'activité « renouvellement urbain » pour 10% du C.A.
- ✓ Une stabilité de l'activité « construction » pour 60% du C.A.
- ✓ Une forte baisse de l'activité « environnement » ne représentant que 1% du C.A.

Il a été noté une forte évolution de l'activité à risques (48% de l'activité globale) alors que le projet stratégique de la SEPA ne prévoyait que 41% en 2020.

## **2. Compte de résultat 2017**

Le compte de résultat de 2017 concerne strictement le fonctionnement de la société et le résultat des opérations propres, à l'exclusion des opérations réalisées en concession, faisant l'objet de comptabilités distinctes.

Le chiffre d'affaires net s'élève à **3 444 k€** en 2017 en légère hausse par rapport à 2016 (**3 425 k€**) tendant vers l'objectif de stabilisation autour de **3 500 k€** fixé dans le projet stratégique.

Les charges salariales se situent à **2 654k€** en diminution de 9% du fait des départs de salariés et les charges externes à hauteur de **575 k€** en augmentation de 5% notamment du fait des frais de communication pour les 60 ans de la SEPA.

Le résultat brut d'exploitation est positif à hauteur de **154 k€** alors qu'il était négatif depuis 2012

Pour autant, le résultat net d'exploitation est négatif à hauteur de **-16 k€** alors que les pertes étaient constatées depuis 2013.

Ces éléments montrent une évolution favorable de la situation financière de la SEPA permettant une consolidation des fonds propres au-dessus de **3.300 k€**

### **Bilan**

Compte tenu du résultat de l'exercice, les capitaux propres s'élèvent à **3 320 k€**.

Les dettes auprès des établissements de crédit s'élèvent à **11 700 k€**. Elles concernent les opérations menées par la SEPA à hauteur de **11 073 k€** et la structure elle-même à hauteur de **627 k€**.

Les autres dettes financières s'établissent à **2 041 k€** correspondant aux avances de trésorerie de collectivités aux opérations.

## **LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE**

\*\*\*\*\*

### **13 - SEM Société des Golfs de Biarritz : Rapport d'Activité 2017**

**Sur rapport de M. LAFITE :** Les articles 5 et 8 de la loi du 7 juillet 1983 relatifs aux sociétés d'économie mixte locales, prévoient :

- d'une part, qu'une société d'économie mixte doit soumettre, chaque année, à l'examen des assemblées délibérantes des Collectivités Locales, une situation financière des activités, comportant en annexe, les comptes de résultat et de bilan de la Société,
- d'autre part, que l'organe délibérant des Collectivités Territoriales actionnaires, se prononce sur un rapport annuel écrit par ses représentants au Conseil d'Administration.

En application de ces dispositions et au nom de l'ensemble des représentants de la Ville de Biarritz au Conseil d'Administration de la SEM des Golfs de Biarritz, a été présenté un rapport sur les activités de la Société pour l'exercice 2017

En premier lieu, il a été rappelé que le capital social de la Société des Golfs de Biarritz, dont le montant s'élève au 31 décembre 2017 à 300.000 €, se répartit comme suit :

ACTIONNAIRES	NOMBRE D' ACTIONS	POURCENTAGE DU CAPITAL
Ville de BIARRITZ	9 305	46,525 %
Ville d'ANGLET	180	0,9 %
Ville de BASSUSSARY	180	0,9 %
Association du Golf	325	1,625 %
SOCOMIX	1 125	5,625 %
S.I.A.Z.I.M.	4 180	20,9 %
Autres actionnaires privés	4 705	23,525 %
TOTAL :	20 000	100 %

**Le conseil d'administration de la SEM des Golfs est composé comme suit :**

#### **Collège des actionnaires publics :**

- Représentants de la ville de Biarritz :
  - M. Michel VEUNAC,
  - M. Guy LAFITE,
  - Mme Nathalie MOTSCH,
  - Mme Jeanine BLANCO,
  - Mme Nathalie SAUZEAU,
  - M. Jean Benoît SAINT CRICQ,
- Représentant de la ville d'Anglet : M. Patrick CHASSERIAUD,
- Représentant de la ville de Bassussarry : M. Claude YAOUANC,

- Représentants du SIAZIM :
  - M. Frédéric de BAILLIENCOURT,
  - M. Marc CAMPANDEGUI.

#### **Collège des actionnaires privés :**

- M. Alain ESTRADE, Président de la société,
- M. Paul PLANCHON, représentant l'Association du Golf de Biarritz,
- M. Eric MARCHAIS, représentant Biarritz-Tourisme.

Il a été également précisé que les états financiers qui ont été présentés au Conseil Municipal ne comportent aucune modification, que ce soit au niveau de la présentation des comptes ou des méthodes d'évaluation, par rapport à ceux de l'exercice précédent.

### **A - LE COMPTE DE RESULTAT**

#### **1. CHIFFRES D'AFFAIRES – PRODUITS D'EXPLOITATION**

L'examen du compte de résultat pour l'exercice 2017 fait ressortir une légère progression de l'activité de la société par rapport à l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires réalisé s'est élevé à **2 381 207 €** contre **2 358 574 €** pour 2016, soit une augmentation de 1,01%.

Ce chiffre d'affaires se répartit comme suit :



- vente de marchandises : **201 517 €** contre **199 719 €**, pour l'exercice précédent,
- services fournis : **2 179 690 €**, contre **2 158 855 €** pour l'exercice précédent

Les principaux produits d'exploitation se répartissent comme suit :

#### **GOLF DU PHARE**

 Abonnements du Golf du Phare de Biarritz		
- exercice 2017.....	<b>834 661 €</b>	} soit une hausse de 1.76 %
- exercice 2016.....	<b>820 201 €</b>	
 Green fees du Golf du Phare de Biarritz		
- exercice 2017.....	<b>527 104€</b>	} soit une diminution de -0.29%
- exercice 2016.....	<b>528 633 €</b>	

**GOLF D'ILBARRITZ**

 Abonnements du Centre de Golf d'Ilbarritz		
- exercice 2017.....	<b>176 416 €</b>	} soit un accroissement de 7.64%
- exercice 2016.....	<b>163 894 €</b>	
 Green fees du Golf d'Ilbarritz		
- exercice 2017.....	<b>264 590 €</b>	} soit un résultat constant
- exercice 2016.....	<b>264 597 €</b>	

**2. CONSOMMATION DE L'EXERCICE – VALEUR AJOUTEE**

Sous l'effet d'une progression plus forte des achats et charges externes que celle du chiffre d'affaires, la valeur ajoutée de la société est en diminution et représente **1 292 134 €** (54.26% du chiffre d'affaires) en 2017 contre **1 309 368 €** (55.52% du chiffre d'affaires) pour l'exercice 2016.

**3. AUTRES PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPLOITATION**

Les autres principaux produits d'exploitation sont constitués des reprises sur amortissements et provisions et transferts de charges d'exploitation qui sont de **192 801 €** en 2017, relativement à **182 307 €** en 2016.

Compte tenu des reprises sur provisions et des transferts de charges, l'ensemble des produits d'exploitation s'élève à **2 574 008 €** pour 2017, contre **2 540 881 €** pour l'exercice précédent, soit une hausse de 1,3%.

**4. AUTRES PRINCIPALES CHARGES D'EXPLOITATION**

Les autres principales charges d'exploitation s'analysent comme suit :

- les frais de personnel s'élèvent à **1 172 930 €**, contre **1 156 919 €** pour l'exercice précédent, soit une hausse de +1.38%,
- les impôts et taxes passent de **32 453 €** en 2016 à **33 085 €** pour 2017,
- les dotations aux amortissements et provisions s'élèvent à **191 540 €** en 2017, contre **218 572 €** pour l'exercice précédent.

**5. RESULTAT D'EXPLOITATION**

La balance de l'ensemble des charges et des produits d'exploitation de l'exercice se traduit par un résultat d'exploitation excédentaire de **79 914 €**, contre **81 369 €** pour l'exercice précédent, soit une baisse de -1.79%.

**6. RESULTAT FINANCIER - RESULTAT EXCEPTIONNEL - RESULTAT DE L'EXERCICE**

Le résultat financier est négatif de **-12 183 €**, contre **-18 912 €** pour l'exercice 2016.

Le résultat exceptionnel est positif de **1 893 €** en 2017, contre **-14 226 €** pour l'exercice précédent.

Le résultat net comptable de l'exercice 2017 se clôture par un bénéfice de **63 745 €**, contre **46 132 €** pour l'exercice précédent.

## **B - LE BILAN :**

### **1. L'ACTIF**

#### **a. L'actif immobilisé :**

La valeur nette comptable des immobilisations s'établit à la somme de **861 043 €** en 2017 contre **934 042 €** en 2016, soit une diminution de - 8% qui est essentiellement liée aux dotations aux amortissements.

#### **b. L'actif circulant :**

La valeur des stocks de matières premières, approvisionnements et marchandises, s'élève à **116 194 €** au 31/12/2017, contre **108 598 €** pour l'exercice précédent.

Les créances d'exploitation et autres créances s'élèvent à **256 610 €** pour le dernier exercice clos, contre **208 942 €** pour l'exercice 2016.

Le disponible de trésorerie est de **838 012 €** au 31/12/2017, contre **793 888 €** pour l'exercice précédent.

## **C - PASSIF DU BILAN :**

Le montant des capitaux propres au 31/12/2017 s'élève à **1 338 649 €** contre **1 274 908 €** en 2016 suite à la prise en compte du bénéfice 2017 d'un montant de **63 741 €**.

Les emprunts et dettes auprès des établissements de crédit s'élèvent à **319 560€** en 2017, contre **434 091 €** en 2016.

Le fonds de roulement du cycle d'investissement est positif de **797 166 €** au 31/12/2017 et le cycle d'exploitation dégage également un excédent, d'un montant de **40 846€**, aboutissant à une trésorerie nette de **838 012 €** contre **793 889 €** pour l'exercice précédent.

## **D - AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE**

L'Assemblée Générale de la société a décidé au cours de sa séance du 19/06/2018 d'affecter le bénéfice de l'exercice 2017, soit **63 741 €**, sur le compte « Autres réserves ».

## **E - SITUATION D'ENDETTEMENT DE LA SOCIETE**

L'endettement de la société au 31/12/2017 s'élève à **736 923 €** et se répartit comme suit :

- **526 262 €** correspondant à des dettes à un an au plus.
- **210 661 €** correspondant à des dettes à plus d'un an et à moins de 5 ans.

### **F - PARTICIPATIONS DANS D'AUTRES SOCIETES ET FILIALES**

Conformément à l'article L 233-6 du Code de Commerce, il a été rappelé que la société détient 33,33% du capital de la société BCN GOLFS, Société à responsabilité limitée au capital de 9.000 euros, ayant son siège social à CIBOURE (64500) – Place William SHARP, et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de BAYONNE sous le numéro 529 939 944.

Cette société a pour objet la location et location-bail de machines, équipements et biens matériels.

### **G - RAPPEL DES DIVIDENDES DISTRIBUES**

Conformément à l'article 243 bis du Code Général des Impôts, il a été rappelé au Conseil Municipal que la société n'a pas distribué de dividende au titre des trois derniers exercices.

### **H - PERSPECTIVES D'EVOLUTION DES ACTIVITES DE LA SOCIETE POUR L'EXERCICE 2018**

Compte tenu du contexte économique général de la filière touristique, le budget 2018 a été établi avec rigueur sur le plan des charges et réalisme en termes de produits.

Cette tendance est confirmée par les conditions météorologiques de ce début d'année puisque dans la période de novembre 2017 à mars 2018 les précipitations ont atteint un record de 1 200 mm alors que la moyenne de ces 15 dernières années est 800 mm.

Des travaux d'envergure devront nécessairement être conduits sur les sites afin, non seulement, de maintenir l'objectif d'excellence, mais encore, de poursuivre les améliorations pour rester la destination golf de référence.

Les réflexions sur l'avenir de la Société des Golfs de Biarritz devront se poursuivre eu égard aux échéances de la fin de délégation de service public en 2018 pour Ilbarritz et en 2021 pour Biarritz Le Phare.

L'objectif de la Société des Golfs sera de maintenir un niveau de chiffre d'affaires proche de celui des exercices précédents et, en dehors des frais de fonctionnement courant, il est prévu de débloquent des charges et investissements en fonction du baromètre de l'activité.

Il est prévu de poursuivre en 2018, les travaux d'amélioration du parcours de Biarritz et du practice d'Ilbarritz unanimement appréciés par la clientèle.

Le positionnement tarifaire demeure prudent afin de rester concurrentiel tant sur le marché local, les abonnements, que sur le marché touristique international, les green fees et forfaits. Il convient ici d'envisager cet aspect autour de deux axes de clientèle : les abonnés qui constituent un segment de clientèle captive, et le secteur touristique, par nature volatile.

Néanmoins les dirigeants sont confiants et motivés par le contrat de destination Golf autour de la marque « Biarritz », qui va permettre jusqu'en 2018, de promouvoir plus largement notre destination, d'augmenter le potentiel de chiffre d'affaires touristique notamment grâce à la venue de la Ryder Cup en septembre à Paris

## **LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE**

\*\*\*\*\*

### **14 - SEM Biarritz Océan : Rapport d'Activité 2017**

**Sur rapport de M. VEUNAC :** Les articles 5 et 8 de la loi du 7 juillet 1983 relatifs aux sociétés d'économie mixte locales, prévoient :

-d'une part, qu'une société d'économie mixte doit soumettre, chaque année, à l'examen des assemblées délibérantes des Collectivités Locales, une situation financière des activités, comportant en annexe, les comptes de résultat et de bilan de la Société,

-d'autre part, que l'organe délibérant des Collectivités Territoriales actionnaires, se prononce sur un rapport annuel écrit par ses représentants, au Conseil d'Administration.

En application de ces dispositions et au nom de l'ensemble des représentants de la Ville de Biarritz au Conseil d'Administration de la SEM Biarritz Océan, a été présenté un rapport sur les activités de la Société pour l'exercice 2017.

En premier lieu, il a été rappelé que le capital social de la Société Biarritz Océan, dont le montant s'élève, au 31 décembre 2017, à 3.277.998 €, se répartit comme suit :

Actionnaires	Nombre d'actions	Pourcentage du capital
Ville de BIARRITZ	238 719	37,05%
Communauté d'agglomération ACBA	78 624	12,20%
Département des Pyrénées Atlantiques	78 624	12,20%
Région Aquitaine Limousin Poitou Charentes	78 624	12,20%
Société SUEZ ENVIRONNEMENT	129 828	20,15%
Caisse des Dépôts et Consignations	20 000	3,10%
SAS PG INVEST	19 901	3,09%
Autres actionnaires privés	4	n.s.
<b>TOTAL :</b>	<b>644 324</b>	<b>100,00 %</b>

**Le conseil d'administration de la SEM Biarritz Océan est composé comme suit :**

#### **Collège des actionnaires publics :**

- Représentants de la ville de Biarritz :
  - M. Michel VEUNAC, Président Directeur Général
  - M. Guy LAFITE
  - M. Guillaume BARUCQ

- M. Pierre CLAVERIE
- M. Eric BONNAMY
- Représentants de la Communauté d'agglomération Pays Basque
  - M. Daniel OLCOMENDY
  - M. Emmanuel ALZURI
- Représentants du Département des Pyrénées Atlantiques :
  - M. Max BRISSON
  - Mme Maïder AROSTEGUY
- Représentants de la Région Nouvelle Aquitaine :
  - M. Mathieu BERGÉ
  - Mme Sandrine DERVILLE

#### **Collège des actionnaires privés :**

- Société SUEZ ENVIRONNEMENT : M. Benjamin FERNIOT
- Caisse des Dépôts et Consignations : M. Rémi HEURLIN
- SAS PG INVEST: M. Pierre GAUBERT
- M. Pierre ACHARD

Il a été précisé également que les états financiers qui ont été présentés ne comportent aucune modification, que ce soit au niveau de la présentation des comptes ou des méthodes d'évaluation, par rapport à ceux de l'exercice précédent.

### **A - LE COMPTE DE RESULTAT**

#### **1. CHIFFRES D'AFFAIRES – PRODUITS D'EXPLOITATION**

L'examen du compte de résultat pour l'exercice 2017 fait ressortir un chiffre d'affaires réalisé de **4 723 213 €**, contre **3 874 227 €** pour l'année 2016, soit une augmentation de **22%**.

Les principaux produits du chiffre d'affaires se répartissent comme suit :

- entrées : 3 607 885 € en 2017 contre 3 176 597 € en 2016
- boutiques : 922 070 € en 2017 contre 569 883 € en 2016
- restaurant SIN : 42 076 € en 2017, contre 41 355 € en 2016
- locations du Musée et de la Cité : 151 182 € en 2017 contre 86 391 € en 2016

Le montant des subventions d'exploitation perçues au cours du dernier exercice clos s'élève à 300 000 € et correspond à la subvention forfaitaire annuelle d'exploitation versée par la Ville de Biarritz pour contraintes de service public.

Compte tenu des reprises sur provision et des transferts de charges d'un montant de 44 500 € (40 468 € en 2016) ainsi que des autres produits s'élevant à 149 € (242 € en 2016), l'ensemble des produits d'exploitation s'élève à **5 067 862 €** pour 2017, contre **4 214 936 €** pour l'exercice précédent, soit une progression de **20.24%**.



## **2. CONSOMMATION DE L'EXERCICE – VALEUR AJOUTEE**

La valeur ajoutée de la société se chiffre à **2 203 554 €** en 2017, ce qui représente **46.65%** du chiffre d'affaires, contre **1 725 699 €** en 2016 (44.54% du chiffre d'affaires).

## **3. AUTRES PRINCIPALES CHARGES D'EXPLOITATION - RESULTAT D'EXPLOITATION – RESULTAT FINANCIER**

Les autres principales charges d'exploitation s'analysent comme suit :

- Les frais de personnel s'élèvent à **1 611 260 €** en 2017, contre **1 609 428 €** en 2016,
- Les impôts et taxes atteignent € en **80 576 €** en 2017, contre **78 492 €** en 2016,

Après prise en compte des dotations aux amortissements sur immobilisations (**444 396 €**), et des autres charges (**1 921 €**) la balance de l'ensemble des charges et des produits d'exploitation de l'exercice se traduit par un **résultat d'exploitation excédentaire** de **407 549 €** à la clôture de l'exercice 2017, contre un déficit d'exploitation de – 62 575 € pour 2016 soit une amélioration de **751%**.

## **4. RESULTAT EXCEPTIONNEL – IMPOTS SUR LES SOCIETES RESULTAT DE L'EXERCICE**

Après prise en compte du résultat financier négatif de – **37 436 €** (- **43 484 €** en 2016) et du résultat exceptionnel négatif de – **82 719 €** (- **10 837 €** en 2016), le résultat net comptable de l'exercice 2017 se clôture par un bénéfice de **393 418 €**, contre une perte de **57 600 €** en 2016 après la prise en compte du crédit d'impôt recherche de **106 025 €** soit une progression finale de **783%,.**

## **B - BILAN :**

### **1. ACTIF**

La valeur nette comptable des immobilisations s'établit à la somme de **3 046 931 €** fin 2017, contre **3 406 768 €** au 31/12/2016. Elles sont principalement composées d'installations techniques spécialisées à hauteur d'un montant net de **3 014 707 €**.

La valeur des stocks de matières premières, approvisionnements et marchandises, s'élève à **128 050 €**, contre **122 599 €** au 31/12/2016.

Les créances d'exploitation et autres créances s'élèvent à **854 338 €** pour le dernier exercice clos, contre **849 414 €** au 31/12/2016.

Le disponible de trésorerie est de **1 388 364 €** fin 2017 contre **935 270 €** au 31/12/2016 en nette progression de 48%.

### **2. PASSIF**

Le montant des capitaux propres au 31/12/2017 s'élève à **3 457 246 €**, contre **3 063 828 €** à la fin 2016 suite à la prise en compte du résultat bénéficiaire de 2017.

Les emprunts et dettes auprès des établissements de crédit s'élèvent à **945 846 €** au 31/12/2017, contre 1 120 420 € en 2016 soit une baisse de -15.58%.

Le fonds de roulement du cycle d'investissement au 31/12/2017 est positif d'un montant de **1 359 747 € (786 349 € à la fin 2016)** et le besoin en fonds de roulement d'exploitation est de **-27 203 € (-147 290 € en 2016)**, aboutissant à une trésorerie nette positive de **1 386 950 €** après prise en compte du concours bancaire de 1 414 € (**933 639 €** au 31/12/2016).

### **C - AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE**

L'Assemblée Générale de la société a décidé au cours de sa séance du 20 juin 2018 d'imputer l'excédent de l'exercice 2017, soit **393 418 €** :

- A l'absorption de pertes antérieures pour 215 567 €
- A la réserve légale de 5% du solde bénéficiaire soit 8 893 €
- Au compte Autres réserves pour le solde de 168 958 €

### **D - SITUATION D'ENDETTEMENT DE LA SOCIETE**

L'endettement de la société au 31/12/2017 s'élève à **2 052 468 €** et se répartit comme suit :

- 945 845 € correspondant à des emprunts et dettes auprès des établissements de crédit
- 542 198 € correspondant à des dettes fournisseurs
- 564 425 € correspondant à des dettes fiscales, sociales et autres

### **E - PARTICIPATIONS DES SALARIES AU CAPITAL**

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102 du Code de Commerce, le Conseil Municipal a été informé que la proportion de la participation des salariés au capital social au dernier jour de l'exercice, soit le 31 décembre 2017, est de 0%.

### **LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE**

\*\*\*\*\*

### **15 - SETB : Rapport d'Activité 2017**

**Sur rapport de M. LAFITE** : Conformément à l'article L-1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le rapport d'activités de l'exercice écoulé, produit par chaque délégataire de service public de la ville doit être inscrit à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

En conséquence, la Société d'Expansion Touristique de Biarritz, délégataire du service public pour l'exploitation des jeux du Casino Municipal, nous a transmis son rapport annuel concernant l'exercice allant du **1<sup>er</sup> novembre 2016** au **31 octobre 2017**.

Conformément à l'article L-1413-1 du C.G.C.T., ce rapport a été examiné par la Commission Consultative des Services Publics locaux, réunie le **13 septembre 2018**

Les principaux éléments relatifs à l'activité de l'exercice **2016 / 2017** sont les suivants :

## 1°) Données financières

### • Compte de résultat

Le chiffre d'affaires s'élève à **11 272 k€** pour **2017**, progressant de **1%** par rapport à **2016** qui enregistrait **11 168 k€**. En **2017**, les produits d'exploitation sont d'un montant de **11 808 k€**, contre **11 690 k€** pour l'exercice précédent, soit une augmentation de **1%**.

Les charges d'exploitation sont de **10 314 k€**, constantes à **0.5%** près par rapport à **2016**.

Toutefois, les charges de personnel augmentent de **3%** par rapport à **2016**, l'effectif étant de **93** agents à la clôture du dernier exercice.

Le résultat d'exploitation est excédentaire de **1 494 k€** en **2017**, contre **1 424 k€** pour l'exercice précédent **(+5%)**.

Après prise en compte du résultat financier **(-42k€)**, du résultat exceptionnel **(+10k€)**, de la participation des salariés aux résultats **(164k€)** et de l'impôt sur les bénéfices **(372k€)**, le résultat net s'élève à **925 k€** pour l'exercice clôturé en **2017** (**888 k€** en **2016**).

### • Bilan

Les fonds propres s'élèvent à **1 223 k€** au **31 octobre 2017**, contre **1 174k€** à la clôture de l'exercice précédent.

Les dettes sont constituées uniquement de dettes à court terme, s'élevant à **6 225 k€** au **31 octobre 2017**, contre **6 675k€** à la clôture de l'exercice précédent.

Les disponibilités atteignent **492 k€** à la clôture du dernier exercice, contre **534 k€** pour l'exercice antérieur.

## 2°) Données sur la qualité du service

La qualité du service correspond au strict respect du cahier des charges et de la réglementation des jeux.

Des données physiques sur le volume d'activités ont permis d'apprécier et de mesurer la qualité des services proposés :

- Le nombre d'entrées dans le casino atteint **297 213** en hausse de **2%** par rapport à l'exercice antérieur
- Le nombre de couverts enregistrés est de **77 886** soit **-1.99%** par rapport à **2015 / 2016**

La baisse du nombre de couverts est liée à la baisse de l'activité Banquet. La restauration individuelle progresse de **1%**.

Des formations spécifiques ont été dispensées pour maintenir et améliorer l'accueil dans l'établissement mais également pour agir dans le cadre de la politique de prévention aux risques d'abus de jeu mise en œuvre par le groupe Barrière.

Cette formation sur la lutte sur les conduites addictives a concerné 70 salariés en 2017 dont 3 salariés statut-cadre.

Par ailleurs, un nouveau dispositif de limitation volontaire d'accès (L.V.A.) a été mis en place pour permettre aux clients de mieux maîtriser leur niveau de fréquentation dans l'établissement.

Sur **2016 / 2017**, contrats de L.V.A. ont été signés ce qui permettra de démontrer l'efficacité de cette démarche innovante.

Début **2017**, sur les obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, chaque établissement du groupe Barrière a substitué au manuel des Procédures internes, un « protocole interne ».

Ce dernier comprend un système d'évaluation et de gestion des risques ainsi qu'un dispositif de contrôle interne adapté. Un rapport annuel d'activité a été adressé au Service Central des Courses et des Jeux, auquel a été joint le Protocole interne.

Un dispositif de surveillance vidéo et de vigilance des agents est mis en place dans le cadre du dispositif Tracfin.

Au titre du service de la restauration, un guide interne a été mis en œuvre pour garantir les bonnes pratiques d'hygiène.

Par ailleurs, une vidéo-surveillance des accès extérieurs est installée pour sécuriser la clientèle et les agents du casino.

### **3°) Données techniques**

Une programmation de qualité a été mise en place avec des événements et animations artistiques à savoir :

- Concerts ou animations ludiques **1 à 2** fois par mois de novembre **2016** à février **2017**
- Orchestre dansant au Salon Diane pour Réveillon de la Saint Sylvestre
- Dîner-spectacle un vendredi par mois dans la salle d'animation du casino jusqu'en juin **2017**.

Un concours financier est apporté aux manifestations organisées par la ville de Biarritz à savoir :

- La Grande Exposition de l'Espace Bellevue, le Festival de Danse « le Temps d'Aimer », le Festival International des Cinémas et Cultures d'Amérique Latine.

Au cours de l'exercice, le casino a organisé au Théâtre du casino municipal en son nom propre deux Manifestations Artistiques de Qualité :

- Concert de Sinclair le **18 février 2017** & une représentation de Gala d'Etoiles le **02 juillet 2017**

Le casino Barrière apporte son soutien financier à Biarritz Evénements pour l'organisation de différentes manifestations qui contribuent à l'animation de la ville, par exemple : « le Festival des Arts de la rue » ou « Biarritz s'habille de lumières » ainsi que pour les concerts de l'Eté.

Le casino participe également en termes de sponsoring ou de partenariat dans de grands événements culturels sportifs ou économiques tels que :

-Le Gant d'or Casino Barrière de Biarritz, Les Makilas Pro Am International de Golf Casino Barrière de Biarritz, Le Festival des Traditions Basques et Le Tournoi de Golf de Biarritz Le Phare.

Par ailleurs, un soutien financier a également été attribué aux clubs sportifs les plus importants (BOPB- BAC – Les Dauphins Biarrots pour le Maïder Arostéguy).

Il a été demandé de bien vouloir prendre acte de ce rapport d'activité.

### **LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE**

\*\*\*\*\*

#### **16 - Casino Municipal :Travaux de ravalement : Subvention DRAC**

**Sur rapport de M. LAFITE :** La Ville, dans le cadre de son Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI), a engagé le projet de ravalement du Casino Municipal.

Cet édifice a été inscrit au titre des Monuments Historiques le 07 octobre 1992 et, à ce titre, les travaux engagés sur les parties inscrites (maçonnerie, menuiserie, ferronnerie, peinture) sont subventionnables auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC).

Le montant de l'opération est de 2 180 000,00 €HT

Dans l'optique de la réalisation de ces travaux, le plan de financement de la Ville pour cette opération s'établit comme suit :

Dépenses €HT (travaux)		Financement €HT	
		Etat (DRAC)	87 000,00
		Ville de Biarritz	2 093 000,00
Total	2 180 000,00	Total	2 180 000,00

En conséquence, il a été demandé d'autoriser Monsieur le Maire à solliciter auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) une subvention de 87 000 €HT

### **ADOpte**

\*\*\*\*\*

#### **17 - Gare du Midi : Rénovation de la Salle Gamaritz : Subvention DRAC**

**Sur rapport de M. LAFITE :** La Ville, dans le cadre de son Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI), engage les travaux de réaménagement de la salle Gamaritz à la Gare du Midi en un espace de danse et de réception.

A sa création, le Centre Chorégraphique National (CCN) Ballet Biarritz, arrivé avec 12 danseurs, disposait de 2 studios à la gare du midi, le premier de 300m², le second de 140m².

En 2015 et 2016, des travaux de remise aux normes de désenfumage de la salle de spectacle Atalaya ont rendu impropre l'utilisation du second studio devenu attenant et ouvert sur la salle costume du ballet, devenu par ailleurs trop exigü pour la compagnie qui comprend désormais 22 danseurs permanents.

La reconfiguration de la salle Gamaritz permettra ainsi la création d'un studio équipé d'un plancher de danse de 9m par 16m (144 m² de surface utile), miroir, barres de danse pour le travail quotidien des activités chorégraphiques, mais également équipé d'un grill scénique, d'une console-régie, d'équipements lumières, son et projection, de rideaux occultant afin de disposer d'un outil complet d'aide à la création.

Cet équipement sera complété d'un double espace loges et sanitaires, d'espaces de stockage et d'un gradin rétractable.

Le montant des travaux est de 666 753,00 €HT.

Plus particulièrement, les travaux de scénographie et dédiés à la danse inclus dans ce budget s'élève à :

- Lot 9.2 – réseaux scéniques / électricité : 22 570,41 €HT
- Lot 10 – équipements scénographiques (y compris PSE 1 & 2) : 66 795,00 €HT
- Lot 11 – équipements son / vidéo / projection et éclairage : 51 737,37 €HT
- Lot 12 – gradins mobiles et télescopiques (y compris PSE 3) : 69 880,00€HT
- Soit un total de : **210 982,78 €HT**

Ces travaux sont subventionnables auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC).

Dans l'optique de la réalisation de ces travaux, le plan de financement de la Ville pour cette opération s'établit comme suit :

Dépenses €HT (travaux)		Financement €HT	
		Etat (DRAC)	80 000,00
		Ville de Biarritz	586 753,00
Total	666 753,00	Total	666 753,00

En conséquence, il a été proposé d'autoriser Monsieur le Maire à solliciter auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) une subvention de 80 000,00 €HT

**ADOPTÉ**

\*\*\*\*\*

## **18 - Dispositif « Atout Jeunes » : attribution d'aide à des projets de jeunes**

**Sur rapport de Mme CLARACQ :** Dans le cadre du programme d'actions en direction de la jeunesse, le dispositif « Atout Jeunes » vise à soutenir des jeunes de Biarritz dans leurs initiatives.

Cette année, deux dossiers concernant six jeunes suivis et accompagnés par l'Espace Jeunes, étaient susceptibles de répondre à un accompagnement de projet individuel ou collectif.

1- **Projet individuel : Nathan LEHOUX** : Demande d'aide pour financer ses déplacements pour des compétitions mondiales de Body Surf

Nathan LEHOUX âgé de 18 ans (né le 17/04/2000) est biarrot.

Il a débuté les sports aquatiques à l'âge de 6 ans, puis le sauvetage côtier et le body surf en compétition au Club du Biarritz Sauvetage Côtier. Il entre en seconde année de l'Ecole d'Ingénieurs ESTIA de Bidart et désire se spécialiser dans le domaine des énergies renouvelables.

Parallèlement à son engagement auprès du Biarritz Sauvetage Côtier, Nathan est musicien.

Il pratique la guitare. Il est à l'origine du groupe local WAGNESS, bien connu de l'ATABAL.

Licencié à la Fédération Française de Surf, depuis 2016, son palmarès est éloquent et son avenir prometteur :

- Champion d'Europe Open toutes catégories
- Champion d'Europe Espoir (- de 18 ans)
- Champion de France Espoir

Il vient de participer fin août aux Championnats du Monde de Body surf en Californie sous le statut de sportif de haut niveau en équipe de France.

Arrivé second, il a reçu le titre de Vice-champion du Monde dans la catégorie des 18-20 ans.

Pour se préparer en amont, Il est parti tout le mois d'août pour s'entraîner et participer à d'autres compétitions afin de se mesurer aux meilleurs mondiaux : 1<sup>er</sup> de la compétition tout âge et toute catégorie.

Nathan est parti seul en Californie, a organisé son voyage de bout en bout.

Pour financer la partie hors championnats du monde, il a travaillé tous les matins de Juillet chez un primeur, fait appel à des dons via internet. Son budget s'élève à 2.750€

Nathan est engagé dans une discipline sportive pas forcément très médiatique mais qui exige une endurance et une condition physique indéniables.

Il fait preuve d'une grande détermination et maturité pour son âge.

**Montant de l'aide proposée : 600 euros**

**Affectation de l'aide :** Aide directement versée sur le compte personnel du jeune sur présentation de pièces justificatives de ses revenus.

## 2- **Projet collectif : Accompagnement et réalisation d'un premier court-métrage**

Soutien à l'initiative du Département Image de la Médiathèque de Biarritz

Dans le cadre de sa mission d'éducation aux images, le Département image de la Médiathèque organise des ateliers cinéma en direction des jeunes publics : initiation à l'écriture de scénario, réalisation de court-métrage fiction et film d'animation, techniques de montage vidéo.

Sur la base d'un appel à scénario lancé en janvier 2017, le Département image a mis en place un accompagnement à la réalisation d'un premier court-métrage pour les jeunes de 14 à 20 ans de septembre 2017 à mai 2018.

5 jeunes bénéficient de ce dispositif et se retrouvent une fois par mois au département image :

- Anna AMORENA AGUIRREZABAL	18 ans	scénariste de « Amor fati »
- Maeline FLOCH	14 ans	scénariste de « L'imromptue »
- Andoni BETBEDER	17 ans	scénariste de "Le temps"
- Antoine GOMEZ	21 ans	scénariste de « Mr Rington »
- Nicolas CAZON	21 ans	scénariste de "La piñata"

Agnès Yobregat, scénariste, metteur en scène et comédienne, est chargée d'encadrer cet accompagnement. Son rôle est d'aider chaque jeune à la réécriture de son scénario (travail sur la forme, le rythme...) puis sur toutes les phases de préparation au tournage : dépouillement, recherche lieux, accessoires et comédiens, intention de réalisation et plan de travail.

Huit séances ont été consacrées à ce travail préalable au tournage, échelonnées de septembre 2017 à mai 2018. Une séance supplémentaire a porté sur une présentation générale de l'économie du court-métrage et du processus de fabrication d'un film, du scénario à sa projection en salle. Cette séance a été assurée par le réalisateur Emmanuel Laborie.

La qualité des scénarios, l'engagement et l'implication de chacun des jeunes font que le projet est devenu un projet collectif et réaliste.

Un véritable groupe est né où chacun apporte ses compétences à l'autre dont le but est de réaliser son propre film.

L'objectif final, est de projeter les 5 films en janvier 2019 en partenariat avec le Cinéma Le Royal lors d'une soirée qui leur sera dédiée.

Depuis le mois de mai jusqu'à la fin décembre, sous le couvert du Département Image de la Médiathèque, Agnès Yobregat et Sandie Louit, 1<sup>ère</sup> assistante réalisatrice, accompagnent chaque jeune dans le tournage, le coaching des équipes et la finalisation de leur film.



Sont également sollicités en fonction de leur disponibilité :

- des élèves du BTS Audiovisuel
- des amateurs, participants aux ateliers du Département image
- des comédiens professionnels
- des technicien(s) d'Aldudarrak bideo pour le film « Le temps »

L'Espace Jeunes associé au développement de ce projet, propose de valoriser et d'encourager ces 5 jeunes dans leur initiative en participant au dédommagement des intervenants professionnels qui les soutiennent sans condition depuis le départ.

**Montant de l'aide proposée : 1.500 euros**

**Affectation de l'aide :** Aide directement versée au Département Image sur présentation de justificatifs

En conséquence, il a été demandé d'approuver l'attribution de ces deux aides en direction des Jeunes de la Ville.

### **ADOPTE**

\*\*\*\*\*

### **19 - Décision Modificative de crédits n°2**

**Sur rapport de M. LAFITE :**

- **BUDGET PRINCIPAL**
- **BUDGET ANNEXE IMMEUBLES ET ACTIVITES SOUMIS A LA TVA**
- **BUDGET ANNEXE ZAC KLEBER**
- **BUDGET ANNEXE ZONE AGUILERA**

Examinée par la commission des finances réunie le 25/09/2018, la décision modificative de crédits n°2 se présente comme suit :

#### **I. BUDGET PRINCIPAL**

<b>Section</b>	<b>Dépenses</b>	<b>Recettes</b>
Fonctionnement	0	0
Investissement	-334 445.25	-334 445.25
Total	-334 445.25	-334 445.25

#### **A. Fonctionnement**

La section de fonctionnement s'équilibre à la somme de **0 €** correspondant principalement aux inscriptions en dépenses détaillées ci-dessous par chapitre :

**En dépenses**

• <b>Chapitre 011 Charges à caractère général :</b>	<b>468 550€</b>
➤ Travaux en régie	14 500€
• Fluides	397 400€
• Frais d'actes et de contentieux	15 000€
• Entretien de bâtiments	43 000€
• Prestations de services	-1 350€
• <b>Chapitre 012 Charges de personnel :</b>	<b>1 350€</b>
• Rémunération personnel extérieur	1 350€
• <b>Chapitre 014 Atténuations de produits :</b>	<b>20 813€</b>
• Reversement produit des jeux saison 2015 / 2016	20 813€
• <b>Chapitre 65 Autres charges de gestion (subventions) :</b>	<b>20 500€</b>
• Subvention à caractère éducatif	500€
• Subventions à caractère sportif	7 200€
• Subventions à caractère culturel	12 000€
• Subventions à caractère économique	800€
• <b>Chapitre 023 Virement prévisionnel :</b>	<b>-511 213€</b>

**B. En investissement**

La section d'investissement s'équilibre à la somme de – **334 445.25€** correspondant principalement aux inscriptions détaillées ci-dessous par chapitre :

**En dépenses**

➤ <b>Chapitre 10 Dotations – fonds divers</b>	<b>993.29€</b>
• Reversement FCVTA (travaux Skate Park 2012 – 2016)	-1793.71€
• Reversement taxe d'aménagement (annulation P.C.)	2 787.00€
• <b>Chapitre 20 Immobilisations incorporelles</b>	<b>-120 000€</b>
➤ Frais d'études :	-120 000€
• <b>Chapitre 204 Subventions d'équipement versées</b>	<b>50 362.46€</b>
➤ Transfert des travaux d'aménagement du Skate Park au budget annexe des immeubles et activités soumis à la tva :	50 362.46€

- **Chapitre 21 Immobilisations corporelles** **258 199€**
  - Acquisitions fonds documentaires (médiathèque): 3 199€
  - Acquisitions mobiliers scolaires (pôle thermes salins) : 65 000€
  - Acquisition décapeuse laveuse (propreté urbaine) 190 000€
- **Chapitre 23 Immobilisations en cours** **-624 000€**
  - Travaux réaménagement pôle thermes salins : -65 000€
  - Valorisation côte des basques : 150 000€
  - Aménagement voies cyclables : -150 000€
  - Réaménagement quartier Iraty : - 90 000€
  - Travaux entrée sud : -180 000€
  - Travaux de confortement littoral -300 000€
  - Travaux de voirie : 11 000€
- **Chapitre 27 Autres immobilisations financières** **100 000€**
  - Avance de trésorerie pour le Biarritz Olympique Omnisport : 100 000€

### En recettes

- **Chapitre 10 Dotations** **-322 739.84€**
  - FCTVA pour les travaux d'aménagement du Skate Park de 2017 et 2018 : 48 568.75€
- **Chapitre 27 Autres immobilisations financières** **100 000€**
  - Remboursement de l'avance de trésorerie pour le Biarritz Olympique Omnisport : 100 000€
- **Chapitre 13 Subventions d'équipement** **28 199€**
  - Subvention centre national du livre 3 199€
  - Subvention SIAZIM (travaux trottoirs RD 911) ° 25 000€
- **Chapitre 021 Virement prévisionnel :** **-511 213€**

## **II. LE BUDGET ANNEXE DES IMMEUBLES ET ACTIVITES SOUMIS A LA TVA**

Section	Dépenses	Recettes
Investissement	50 632.46€	50 632.46€
Total	50 632.46€	50 632.46€

### Investissement

La section d'investissement s'équilibre à la somme de 50 632.46€ correspondant principalement aux inscriptions détaillées ci-dessous par chapitre :

#### En dépenses

- **Chapitre 21 Immobilisations corporelles** 50 632.46€
  - Intégration en HT des travaux d'aménagement du Skate Park au budget annexe 50 632.46€

#### En recettes

- **Chapitre 13 Subventions d'investissement** 50 632.46€
  - Subvention du budget principal pour transfert au budget annexe des immeubles et activités soumis à la tva 50 632.46€

### III. LE BUDGET ANNEXE DE LA ZAC KLEBER

Section	Dépenses	Recettes
Fonctionnement	250 000.00	250 000.00
<b>Total</b>	<b>250 000.00</b>	<b>250 000.00</b>

#### A- Fonctionnement

La section de fonctionnement s'équilibre à la somme de **250 000€** correspondant principalement aux inscriptions détaillées ci-dessous par chapitre :

#### En dépenses :

- **Chapitre 011 Charges à caractère général** 250 000€
  - Travaux d'aménagement des équipements publics : 250 000€

#### En recettes :

- **Chapitre 74 Subventions reçues** 250 000€
  - Subvention d'équilibre budget principal : 250 000€

### IV. LE BUDGET ANNEXE DE LA ZONE AGUILERA

Section	Dépenses	Recettes
Investissement	0€	0€
<b>Total</b>	<b>0€</b>	<b>0€</b>

#### B- Investissement

La section d'investissement s'équilibre à la somme de 0€ correspondant principalement aux inscriptions détaillées ci-dessous par chapitre :

**En dépenses :**

- **Chapitre 16 Emprunts** **-600 000€**
  - Emprunt relais : - 600 000€
- **Chapitre 040 Opérations d'ordre** **600 000€**
  - Intégration des travaux en cours 600 000€

**En recettes :**

- **Chapitre 040 Opérations d'ordre** **-600 000€**
  - Intégration des travaux en cours -600 000€
- **Chapitre 16 Emprunts** **600 000€**
  - Emprunt relais : 600 000€

**ADOpte**

\*\*\*\*\*

**20 - Taxe de Séjour : fixation du taux de la taxe proportionnelle pour les meublés non classés**

**Sur rapport de M. LAFITE :** La Loi n°2017-1775 du 28/12/2017 de finances rectificative pour 2017 a approuvé de nouvelles dispositions en matière de taxe de séjour applicables au 01/01/2019 portant principalement sur :

**1. L'instauration d'une taxe de séjour proportionnelle au coût par personne de la nuitée**

La réforme de la taxe de séjour a permis d'améliorer la prise en compte de la variété des types d'hébergement et de mettre en place une taxe proportionnée à la capacité contributive des assujettis.

Les articles L.2333-33 et L.2333-41 du Code Général des Collectivités Territoriales obligent les collectivités à fixer les tarifs pour 10 catégories d'hébergement au sein desquelles sont inclus les hébergements non classés ou en attente de classement.

Toutefois, dans le but de faire face aux nouvelles offres en matière de location de logements, et afin de résoudre les difficultés liées à la notion « d'établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes » incluse dans chaque catégorie tarifaire du barème de la taxe de séjour, le législateur a instauré, **à compter du 01/01/2019**, une taxe proportionnelle au coût de la nuitée pour les établissements non classés ou sans classement.

Dès lors, les mentions « et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes » sont supprimées du barème tarifaire.

Ainsi à compter du 01/01/2019, les hébergements non classés ou sans classement, à l'exception des hébergements de plein air seront taxés selon un taux à fixer entre 1% et 5%.

Ce taux s'appliquera au coût par personne et par nuitée dans la limite du tarif le plus élevé adopté par la collectivité ou s'il est inférieur à ce dernier, du tarif plafond applicable aux hôtels de tourisme 4\* (2.30€).

Le coût de la nuitée correspond au prix de la prestation d'hébergement hors taxes.

## **2. la modification des tarifs applicables aux emplacements dans les aires de camping-cars et dans les parcs de stationnement touristique**

Les emplacements dans les aires de camping-cars et dans les parcs de stationnement sont taxés par tranche de 24 heures entre 0.20€ et 0.80€.

Dans un souci d'équité par rapport aux terrains de camping au regard des critères de confort, l'article 44 de la Loi n°2017-1775 du 28/12/2017 de finances rectificative pour 2017 a prévu que ces hébergements pourront être taxés entre 0.20€ et 0.60€ à compter du 01/01/2019.

## **3. l'obligation de collecte et de reversement aux collectivités de taxe de séjour par les plateformes de location**

L'article 45 de la Loi n°2017-1775 du 28/12/2017 de finances rectificative pour 2017 décide la généralisation de l'obligation pour les plateformes intermédiaires de paiement pour les loueurs non professionnels sur internet à collecter la taxe de séjour et à la reverser à la collectivité avant le 1<sup>er</sup> février de l'année suivant la collecte.

Aussi après examen de la commission des finances, il a donc été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- fixer à **2%** le taux de la taxe de séjour applicable par personne et par nuitée aux hébergements en attente de classement ou sans classement à l'exception des hébergements de plein air
- approuver la nouvelle grille tarifaire de la taxe de séjour actualisée en fonction des dispositions susvisées de la Loi n°2017-1775 du 28/12/2017 de finances rectificative pour 2017 et détaillée ci-dessous **applicable au 01/01/2019**

Catégorie	Tarifs DCM du 06 02 2015			Tarifs LFI 2018 applicables en 2019		Tarifs applicables au 01/01/2019		
				part communale				
	part communale	part départ .	taux global	plancher	plafond	part communal e	part départ .	taux global
PALACES ET ETABLISSEMENTS EQUIVALENTS								
Palace	3,18	0,32	3,50	0,70	4,00	3,18	0,32	3,50
HOTELS ET ETABLISSEMENTS EQUIVALENTS *****								
Hôtel *****	2,27	0,23	2,50	0,70	3,00	2,27	0,23	2,50
Résidence *****	2,27	0,23	2,50	0,70	3,00	2,27	0,23	2,50
Meublé *****	2,27	0,23	2,50	0,70	3,00	2,27	0,23	2,50
HOTELS ET ETABLISSEMENTS EQUIVALENTS ****								
Hôtel ****	2,00	0,20	2,20	0,70	2,30	2,00	0,20	2,20
Résidence ****	2,00	0,20	2,20	0,70	2,30	2,00	0,20	2,20
Meublé ****	2,00	0,20	2,20	0,70	2,30	2,00	0,20	2,20
HOTELS ET ETABLISSEMENTS EQUIVALENTS ***								
Hôtel ***	1,18	0,12	1,30	0,50	1,50	1,18	0,12	1,30
Résidence ***	1,18	0,12	1,30	0,50	1,50	1,18	0,12	1,30
Meublé ***	1,18	0,12	1,30	0,50	1,50	1,18	0,12	1,30
HOTELS ET ETABLISSEMENTS EQUIVALENTS **								
Hôtel **	0,73	0,07	0,80	0,30	0,90	0,73	0,07	0,80
Résidence **	0,73	0,07	0,80	0,30	0,90	0,73	0,07	0,80
Meublé **	0,73	0,07	0,80	0,30	0,90	0,73	0,07	0,80
HOTELS ET ETABLISSEMENTS EQUIVALENTS *								
Hôtel *	0,45	0,05	0,50	0,20	0,80	0,45	0,05	0,50
Résidence *	0,45	0,05	0,50	0,20	0,80	0,45	0,05	0,50
Meublé *	0,45	0,05	0,50	0,20	0,80	0,45	0,05	0,50
Maison d'Hôtes	0,73	0,07	0,80	0,20	0,80	0,45	0,05	0,50
HOTELS ET ETABLISSEMENTS EQUIVALENTS								
Hôtel	0,45	0,05	0,50	0,20	0,60	0,45	0,05	0,50
Résidence	0,45	0,05	0,50	0,20	0,60	0,45	0,05	0,50
Aire de camping-car (tranche de 24 h)				0,20	0,60	0,45	0,05	0,50
Parc de stationnement touristique (tranche de 24 h)				0,20	0,60	0,45	0,05	0,50
CAMPING - CARAVANING								
Camping *****	0,45	0,05	0,50	0,20	0,60	0,45	0,05	0,50
Camping *****	0,45	0,05	0,50	0,20	0,60	0,45	0,05	0,50
Camping ***	0,36	0,04	0,40	0,20	0,60	0,36	0,04	0,40
Camping **	0,18	0,02	0,20	0,20	0,20	0,20	0,02	0,22
Camping *	0,18	0,02	0,20	0,20	0,20	0,20	0,02	0,22

HEBERGEMENTS	Taux minimum	Taux maximum	Taux applicable au 01/01/2019
Tout hébergement en attente de classement ou sans classement à l'exception des hébergements de plein air	1%	5%	2%

### **ADOPTE**

\*\*\*\*\*

#### **- 21 - Subventions à divers organismes et associations : Décision d'Attribution**

**Sur rapport de M. CLAVERIE** : Après examen par la commission des finances le **25/09/2018**, il a donc été demandé de bien vouloir décider l'attribution de la subvention de fonctionnement détaillée ci-après :

Chap.	Art.	Focnt.	Bénéficiaire	Montant
65	65741	422	Subvention exceptionnelle pour LYCEE HOTELIER (SPECTACLE FIN D'ANNEE CLUB DE THEATRE)	500,00
65	65741	40	Subvention exceptionnelle pour ASSOCIATION SURF IN ROSE	1 000,00
65	65741	33	Subvention complémentaire pour BALLET BIARRITZ	7 000,00
65	65741	40	Subvention exceptionnelle ASSOS ALAI (compensatoire aux pertes d'exploitation liées à l'inondation du skate Park)	6 200,00
65	65741	90	Subvention exceptionnelle pour association " Le cœur de Saint Charles" (fêtes du quartier Saint Charles)	800,00
65	65742	33	Subvention exceptionnelle pour BIARRITZ EN CHAMADE (concerts d'orgues Saint Martin)	5 000,00

Et d'autoriser Monsieur le Maire à signer une convention financière avec l'association Biarritz Olympique omnisport pour le versement d'une avance de trésorerie de **100 000€** remboursable sur une période de cinq ans.

### **ADOPTE**

\*\*\*\*\*

#### **22 - Application des articles L 2122-22 et L 2122-23 du CGCT**

**Sur rapport de Mme BLANCO** : Il a été rendu compte de :

#### **➤ Signature de marchés publics :**

- Signature d'un marché passé selon la procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, concernant le traitement des infiltrations du gymnase Laroche foucauld, avec la Société ATTILA SYSTEME, pour un montant de 26 617,97 € T.T.C.



- Signature d'un marché passé selon la procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, concernant l'alimentation de bornes de recharges pour les véhicules électriques au Casino Municipal, avec la Société INEO AQUIRAIN SUD, pour un montant de 14 536,66 € T.T.C.
- Signatures de marchés passés selon la procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, concernant la rénovation de la Salle Gamaritz à la Gare du Midi :
  - Lot n° 1 (démolition, maçonnerie, réseaux) : Société ARROKA pour un montant de 58 800,00 € T.T.C.
  - Lot n°2 (faux-plafonds) : Société CANGRAND pour un montant de 52 800,00 € T.T.C.
  - Lot n°4 (menuiseries intérieures) : Société ENTSIA pour un montant de 34 999,19 € T.T.C.
  - Lot n°5 (revêtements de sols - faïences) : Société LINO TAPIS pour un montant de 36 681,04 € T.T.C.
  - Lot n°6 (peintures) : Société LORENZI pour un montant de 30 764,10 € T.T.C.
  - Lot n°7 (plomberie – sanitaire) : Société BOBION ET JOANIN pour un montant de 12 120,00 € T.T.C.
  - Lot n°9 (électricité) : Société ENGIE INEO pour un montant de 88 554,90 € T.T.C.
  - Lot n°10 (équipements scénographiques) : Société LEBLANC SCENIQUE pour un montant de 80 164,00 € T.T.C.
  - Lot n°11 (équipements son, vidéo, projection, éclairage) : Société ACE EVENT pour un montant de 62 108,84 € T.T.C.
  - Lot n°12 (gradins mobiles et télescopiques) : Société HUGON pour un montant de 83 866,00 € T.T.C.
  - Lot n°13 (CVC – désenfumage) : Société SPIE INDUSTRIES ET TERTIAIRE pour un montant de 258 000,00 € T.T.C.
- Signature d'un marché passé selon la procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, concernant le traitement des infiltrations au gymnase de la Négresse, avec la Société ATTILA SYSTEME pour un montant de 40 925,68 € T.T.C.
- Signature d'un marché passé selon la procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, concernant le remplacement de la centrale de traitement d'air de la Crèche Mouriscot, avec la Société BOBION ET JOANIN, pour un montant de 11 160,00 € T.T.C.
- Signature d'un marché passé selon la procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, concernant la mission de maîtrise d'œuvre partielle pour la phase 4 des espaces publics de la Z.A.C. Kleber avec la Société INGEROP CONSEIL ET INGENIERIE, pour un montant de 36 492,00 € T.T.C.

- Signature d'un marché passé selon la procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, concernant la mission de maîtrise d'œuvre pour la création d'un cinéma 3D à l'Aquarium de Biarritz avec la Société T.S.A., pour un montant de 50 606,40 € T.T.C.
- Signature d'un marché passé selon la procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence en application de l'article 30-3° du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, concernant des prestations de services pour la promotion de l'image de la Ville avec la Société QUATERBACK pour un montant de 60 000 € T.T.C.
- Signature de marchés passés selon la procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, concernant la création d'un terrain de grands jeux et d'une piste d'athlétisme au parc des sports d'Aguilera:
  - Lot n° 1 (terrassements, revêtements, réseaux secs et humides, clôtures, mobilier) : Société LAFITTE PAYSAGES pour un montant de 970 543,44 € T.T.C.
  - Lot n°2 (éclairage) : Société SDEL RESEAUX AQUITAINE pour un montant de 16 106,40 € T.T.C.
- Signature d'un marché passé selon la procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, portant sur une mission de maîtrise d'œuvre pour la requalification de la placette Saint-Charles à Biarritz avec la Société BET VRD IMS, pour un montant de 23 040,00 € T.T.C.
- Signature d'un marché passé selon la procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, portant sur la mise en conformité électrique du Casino, avec la Société INEO AQUITAINE SUD, pour un montant de 74 293,90,00 € T.T.C.

➤ **Signature d'avenants aux marchés publics :**

- Signature d'un avenant n° 1 au marché de ravalement et hydrofugation des parements de réfection partielle des toitures de la Chapelle Impériale (Lot n° 1 : ravalement des façades et maçonnerie), avec la Société ARIBIT-BAUDRY, pour un montant de 5 700,00 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 1 au marché de conception et réalisation d'une animation sièges 5D à la Cité de l'Océan à Biarritz, avec la Société CL CORPORATION, ayant pour objet la prolongation du délai d'exécution.
- Signature d'un avenant n°2 au marché de conception et réalisation d'une animation sièges 5D à la Cité de l'Océan à Biarritz, avec la Société CL CORPORATION, pour un montant de 11 460,00 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 1 au marché d'assurance tous risques chantiers Thermes Salins avec la Société SMABTP, ayant pour objet la prise en compte du nouveau planning des travaux et la prorogation des garanties en conséquence.

- Signature d'un avenant n°2 au marché de réhabilitation de la Villa Natacha (Lot n°4 : menuiseries intérieures), avec la Société M.C.C.C., pour un montant en moins-value de 5 215,60 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n°4 au marché de ravalement des façades du Casino Municipal de Biarritz (Lot n°5 : peinture), avec le groupement PEINTURES DE LA CÔTE BASQUE/ LES PEINTURES D'AQUITAINE/ OCEAN PEINTURE, ayant pour objet la modification dans la répartition des honoraires.
- Signature d'un avenant n°3 au marché de réhabilitation de la Villa Natacha (Lot 7 : CVC – plomberie – sanitaire) avec la Société POUMIRAU PAU, annulant et remplaçant l'avenant n°2, pour un montant de 1 778,48 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n°1 au marché portant sur l'aménagement paysager de la Côte des Basques (Lot n°3 : espaces verts – arrosage – mobiliers divers) avec la Société GUICHARD, pour un montant de 17 636,40 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n°2 au marché portant sur l'aménagement paysager de la Côte des Basques (Lot n°3 : espaces verts – arrosage – mobiliers divers) avec la Société GUICHARD, pour un montant de 9 634,36 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n°1 au marché portant sur la mise en conformité de l'accessibilité PMR de la Crèche Ohakoa, du Cinéma Le Royal et de la halle sportive Larochefoucauld (Lot n°3 : électricité générale) avec la Société INEO AQUITAINE, pour un montant en moins-value de 1 310,30 T.T.C.
- Signature d'un avenant n°1 au marché portant sur les prestations de sécurité de l'exposition « Biarritz 1918 – 2018 » à l'espace Bellevue avec la Société S.I.S. SECURITE, pour un montant de 771,82 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n°2 au marché portant sur les prestations de sécurité de l'exposition « Biarritz 1918 – 2018 » à l'espace Bellevue avec la Société S.I.S. SECURITE, pour un montant de 19 860,98 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n°3 au marché portant sur les prestations de sécurité de l'exposition « Biarritz 1918 – 2018 » à l'espace Bellevue avec la Société S.I.S. SECURITE, pour un montant de 2 423,96 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n°1 au marché portant sur la mise en conformité de l'accessibilité PMR de la Crèche Ohakoa, du Cinéma Le Royal et de la halle sportive Larochefoucauld (Lot n°4 : menuiseries intérieures) avec la Société MOUHICA, pour un montant de 7 471,43 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n°3 au marché de réhabilitation de la Villa Natacha (Lot 1 : démolition – gros œuvre – V.R.D.) avec la Société TOFFOLO, annulant et remplaçant l'avenant n°2, pour un montant de 3 148,97 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n°1 au marché de prestations de transports d'œuvres d'art de l'exposition « Biarritz 1918 – 2018 » à l'espace Bellevue avec la Société ATLANTIC LOGISTIQUE pour un montant de 2 255,00 € H.T.
- Signature d'un avenant n°1 au marché de ravalement des façades du Casino Municipal (Lot n°1 : échafaudages) avec la Société BASQUE ECHAFAUDAGE, pour un montant de 5 040,00€ T.T.C.

- Signature d'un avenant n°2 au marché de ravalement des façades du Casino Municipal (Lot n°1 : échafaudages) avec la Société BASQUE ECHAFAUDAGE, portant sur la prolongation du délai d'exécution des tranches de 2,5 mois.
- Signature d'un avenant n° 1 au marché de réhabilitation et construction d'un groupe scolaire à l'école des Thermes Salins (Lot n°4 : charpente – ossature et façades bois), avec la Société LAMECOL, ayant pour objet la prise en compte du nouveau planning des travaux.
- Signature d'un avenant n° 1 au marché de réhabilitation et construction d'un groupe scolaire à l'école des Thermes Salins (Lot n°5 : couverture - zinguerie), avec la Société SMAC, ayant pour objet la prise en compte du nouveau planning des travaux.
- Signature d'un avenant n° 1 au marché de réhabilitation et construction d'un groupe scolaire à l'école des Thermes Salins (Lot n°6 : étanchéité), avec la Société SAE ETANCHEITE, ayant pour objet la prise en compte du nouveau planning des travaux.
- Signature d'un avenant n° 1 au marché de réhabilitation et construction d'un groupe scolaire à l'école des Thermes Salins (Lot n°7 : menuiseries extérieures aluminium), avec la Société MAITRICUBE, ayant pour objet la prise en compte du nouveau planning des travaux.
- Signature d'un avenant n° 1 au marché de réhabilitation et construction d'un groupe scolaire à l'école des Thermes Salins (Lot n°8 : métallerie - serrurerie), avec la Société SAMET BESSONART, ayant pour objet la prise en compte du nouveau planning des travaux.
- Signature d'un avenant n° 1 au marché de réhabilitation et construction d'un groupe scolaire à l'école des Thermes Salins (Lot n°9 : plâtrerie - isolation), avec la Société GOYTY, ayant pour objet la prise en compte du nouveau planning des travaux.
- Signature d'un avenant n° 1 au marché de réhabilitation et construction d'un groupe scolaire à l'école des Thermes Salins (Lot n°10 : faux-plafonds), avec la Société GOYTY, ayant pour objet la prise en compte du nouveau planning des travaux.
- Signature d'un avenant n° 1 au marché de réhabilitation et construction d'un groupe scolaire à l'école des Thermes Salins (Lot n°11 : menuiseries intérieures), avec la Société ETCHEPARE, ayant pour objet la prise en compte du nouveau planning des travaux.
- Signature d'un avenant n° 1 au marché de réhabilitation et construction d'un groupe scolaire à l'école des Thermes Salins (Lot n°12 : carrelages - faïences), avec la Société OYHAMBURU, ayant pour objet la prise en compte du nouveau planning des travaux.
- Signature d'un avenant n° 1 au marché de réhabilitation et construction d'un groupe scolaire à l'école des Thermes Salins (Lot n°13 : sols souples), avec la Société ATLANTIC REVETEMENTS, ayant pour objet la prise en compte du nouveau planning des travaux.
- Signature d'un avenant n° 1 au marché de réhabilitation et construction d'un groupe scolaire à l'école des Thermes Salins (Lot n°14 : peinture), avec la Société ATLANTIC REVETEMENTS, ayant pour objet la prise en compte du nouveau planning des travaux.

- Signature d'un avenant n° 1 au marché de réhabilitation et construction d'un groupe scolaire à l'école des Thermes Salins (Lot n°16 : équipements de cuisine – panneaux alimentaires), avec le Groupement LABRUQUERE/ TECHNIS, ayant pour objet la prise en compte du nouveau planning des travaux.
- Signature d'un avenant n° 1 au marché de réhabilitation et construction d'un groupe scolaire à l'école des Thermes Salins (Lot n°17 : chauffage, ventilation, plomberie, sanitaire), avec la Société EIFFAGE ENERGIE THERMIE, ayant pour objet la prise en compte du nouveau planning des travaux.
- Signature d'un avenant n° 1 au marché de réhabilitation et construction d'un groupe scolaire à l'école des Thermes Salins (Lot n°18 : électricité CFO/ CFA), avec la Société INEO AQUITAINE, ayant pour objet la prise en compte du nouveau planning des travaux.

➤ **Signature de conventions et contrat :**

- Signature d'une convention d'occupation du domaine public avec L'AMICALE DES NAPPURAK, concernant la mise à disposition des frontons du parc Mazon afin d'y organiser des démonstrations de jeux basques, pour une durée totale de 17h30 d'utilisation, le 22 juillet et le 05, 12, 19 et 26 août 2018.
- Signature d'une convention d'occupation du domaine public avec l'Association AÏKIDO YOGA 64, concernant la mise à disposition du complexe sportif LAROCHEFOUCAULD (Salle des arts martiaux) afin d'y organiser un stage d'Aïkido, pour une durée totale de 40H00 d'utilisation, du 12 au 18 août 2018.
- Signature d'une convention d'occupation du domaine public avec l'Association KARATE CLUB BOURGUIGNON, concernant la mise à disposition du complexe sportif LAROCHEFOUCAULD (Salle des arts martiaux) afin d'y organiser un stage de Karaté, pour une durée totale de 17H30 d'utilisation, du 06 au 10 août 2018.
- Signature d'une convention d'occupation du domaine public avec la S.A.R.L. HARIMA, concernant la mise à disposition du Gymnase de la Halle sportive (mur à gauche), du Gymnase de LAROCHEFOUCAULD (terrain de rugby), du Stade Aguilera (terrain Coubertin) afin d'y organiser des stages de rugby, pour une durée totale de 28H00 d'utilisation, du 16 au 19 juillet, le 30 et 31 juillet ainsi que le 1<sup>er</sup> et 2 août 2018.
- Signature d'une convention d'utilisation des locaux communaux avec l'Association BIARRITZ CULTURE, concernant la mise à disposition de locaux au sein de la Villa Natacha, du 13 juillet 2018 à fin avril 2019.
- Signature d'une convention d'occupation du domaine public avec LE COMITE DES FÊTES DE LA NEGRESSE, concernant la mise à disposition du complexe sportif de l'Hippodrome des fleurs (parties bitumées, préau, comptoir et local attenant), afin d'y organiser un vider grenier, pour une durée totale de 12H00 d'utilisation, le 23 août 2018.

➤ **Défense des intérêts de la Ville de Biarritz dans l'action en justice intentée par :**

- Madame J.P., dans une requête en référé devant le Tribunal administratif de Pau, en vue de la désignation d'un expert pour une chute sur le domaine public qu'elle estime de la responsabilité de la Ville de Biarritz.
- Monsieur A.B., devant le Tribunal administratif de Pau, demandant l'annulation de l'arrêté du 28 février 2018 valant permis de construire et la décision du 06 avril 2018, rejetant le recours gracieux formé contre ledit permis.
- Monsieur M.R., devant le Tribunal administratif de Pau, demandant l'annulation de l'arrêté de permis de construire, en date du 04 septembre 2017 et la décision de rejet du recours gracieux.
- La Société H.P., devant le Tribunal administratif de Pau, contre la décision de retrait temporaire d'autorisation d'occupation du domaine public, prise le 14 août 2013, ainsi que le titre exécutoire émis le 28 août 2013 pour recouvrir l'indemnité pour occupation illégale du domaine public.
- Monsieur J.M., devant le Tribunal administratif de Pau, demandant l'annulation de la délibération du Conseil municipal de Biarritz, du 20 décembre 2017, par lequel ce dernier a procédé au retrait d'une délibération portant cession à son profit de deux parcelles cadastrées CV n°58 et CV n°59 à Anglet.

➤ **Signature de contrats d'emprunts :**

- Signature d'un contrat d'emprunt avec la SOCIETE GENERALE, d'un montant de 2 700 000 €, à taux fixe de 1,62% sur une période de 20 ans.
- Signature d'un contrat d'emprunt avec la SOCIETE GENERALE, d'un montant de 1 000 000 €, à taux révisable Euribor 3 mois et marge de 0,47% sur une période de 20 ans.

**LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE**

\*\*\*\*\*

**La séance est levée à 21h45**